

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)

**XXV^e RÉUNION PRÉPARATOIRE INTERSESSIONNELLE DE LA XXVIII^e
RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'AEC**

Siège du Secrétariat de l'AEC, Port d'Espagne, République de Trinité et Tobago

(Réunion virtuelle)

le 18 janvier, 2023

Table de matières

INTRODUCTION

1. BUREAU DU SECRETAIRE GENERAL.....	5
1.1 AFFAIRES POLITIQUES	10
1.1.1 Consultations sur des politiques facilitées en conformité avec les Mandats ministériels.....	10
1.1.2 Engagements avec des Représentants des Membres et les partenaires de développement existants ou potentiels.....	16
1.2 AFFAIRES JURIDIQUES.....	24
1.2.1 Protocoles d'entente et Accords de partenariat.....	24
1.2.2 Demande de statut d'observateur.....	25
1.2.3 Acteurs sociaux.....	26
1.2.4. Ratification et entrée en vigueur des Instruments juridiques.....	26
1.3 COMMUNICATIONS.....	27
1.4 LE BUDGET ET L'ADMINISTRATION.....	31
1.4.1 Budget.....	31
1.4.2 Administration.....	36
2. LES DIRECTIONS.....	47
2.1 LA DIRECTION POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	48
2.1.1 Le tourisme durable.....	53
2.1.2 Développement du Commerce et Relations économiques extérieures.....	58
2.1.3 Transport.....	61
<u>2.2 LA DIRECTION POUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE.....</u>	<u>63</u>
2.2.1 Reduction des Risques de Catastrophe	64
2.2.2 Commission de la Mer des Caraïbes.....	71
<u>2.3 LA DIRECTION POUR LA COOPERATION ET LA MOBILISATION DES RESSOURCES.....</u>	<u>78</u>

2.3.1 L'organisation et la supervision des réunions statutaires.....	79
2.3.2 Initiatives de coopération et partenariats.....	80
2.3.3 Gestion de projets.....	81
2.3.4 Activités administratives.....	81

INTRODUCTION

Le rapport du Secrétaire général pour la Réunion préparatoire intersessionnelle de la XXVIII^e Réunion ordinaire du Conseil des ministres de l'AEC couvre la période allant de la XXVII^e Réunion ordinaire du Conseil des ministres, tenue virtuellement le 29 avril de cette année sous la présidence du Mexique, jusqu'à décembre 2022 sous la nouvelle présidence du Guatemala.

Pendant la période sous révision, un certain nombre d'événements et de mandats émanant de la XXVII Réunion du Conseil des Ministres ont déterminé l'orientation du Secrétariat, entre autres :

1. Le soutien à la vision de quatre volets de la nouvelle Présidence du Conseil des Ministres, le Guatemala, pour renforcer la coopération internationale; la promotion d'un programme vert et bleu; la récupération économique post-pandémie et faire avancer le programme de migration de la région;
2. Établir les bases de la mise en œuvre efficace du premier Plan d'action de six ans de l'AEC (2022-2028);
3. Cartographier une gouvernance et une gestion plus efficaces de l'AEC en premier lieu, par le biais de la réalisation du premier audit interne/de gestion de l'AEC visant *"à assurer que les processus de l'organisation soient conformes aux pratiques et aux normes de l'industrie"* et que les ressources soient utilisées efficacement *pour soutenir les fonctions du Secrétariat dans l'accomplissement des objectifs de l'organisation, au profit de populations de la région de la Grande Caraïbe*
4. Préparer le IX Sommet de Chefs d'Etat et de Gouvernement reporté, à être réalisé au Guatemala en mai 2023, y compris la négociation du Projet de Déclaration d'Antigua, Guatemala;
5. Rétablir le calendrier statutaire de l'AEC dans la période post-pandémique.

Les actions mentionnées se sont déroulées dans un contexte de limitations et de bouleversements considérables des ressources - humaines, financières et en temps. Il faut citer entre autres, le départ pour des raisons personnelles de deux Directeurs, avant la fin du contrat ; les changements de calendrier et du format des réunions, dus en partie aux effets imprévisibles de la pandémie de COVID-19 sur les Membres.

Les effets en cours de la pandémie, les catastrophes liées au changement climatique et les retombées de la guerre en Ukraine, qu'un Membre associé à appelées les 3 C catastrophiques, ont tous porté atteinte à la production et aux économies mondiales et ont frappé directement les Membres. Cela a eu pour effet d'affecter la capacité de ces derniers d'organiser et/ou participer à des réunions en présentiel et de respecter

leurs engagements financiers envers l'AEC et d'approfondir par extension, le déficit financier du Secrétariat. Pour compenser certains de ces défis, le Secrétaire général :

- a recruté de l'expertise externe dans les domaines de la coopération internationale et les affaires politiques ;
- a convoqué plusieurs réunions virtuelles, qui devaient initialement se faire en personne, et a proposé l'accueil de réunions statutaires clés en dehors du siège de l'AEC. Cette dernière proposition a été approuvée par la XI^e réunion extraordinaire du Conseil des ministres le 21 septembre 2022. Par conséquent, et en premier lieu, une réunion extraordinaire et ordinaire du Comité spécial pour le Budget et l'Administration ainsi que la VIII^e réunion du Mécanisme de Coordination et la réunion intersessionnelle préparatoire à la XXVIII^e réunion ordinaire du Conseil des Ministres devraient se tenir virtuellement en janvier 2023 ;
- a redéployé des ressources internes pour faire face à la lourde charge de travail du Secrétariat dans une année précédant le Sommet.

Le Secrétaire général a aussi optimisé les ressources du Secrétariat pour entreprendre le travail de préparation du premier Plan stratégique mandaté par la XXVI Réunion ordinaire du Conseil des ministres et reflété dans les deux Projets de Déclaration, celui du Mexique et le Projet de déclaration d'Antigua. Il a mené un programme intense de formation interne en matière de gestion stratégique, qui a produit des éléments très préliminaires d'une vision et une mission, ainsi qu'une analyse FFOM (forces, faiblesses, opportunités et menaces) qui pourrait servir comme base de l'exercice de planification stratégique, que l'on espère que la CAF aidera à financer. Cette première Planification stratégique de l'AEC vise à: rééquilibrer et aligner la vision et la mission de l'AEC afin qu'elles reflètent de nouvelles réalités et le rôle redéfini de l'AEC ; ii. Définir les valeurs de l'Association, et ; iii. Améliorer le profil et l'image de l'AEC;

Le Secrétaire général a appuyé la Présidence du Conseil des Ministres dans:

1. La Coordination de 3 autres réunions du Comité de rédaction de l'AEC (la VII, la VIII et la IX, le 17 et 18 août, le 25 octobre et le 1 décembre) pour compléter le Projet de Déclaration de l'AEC;
2. La Coordination de 5 réunions du Groupe de travail qui examine l'audit de gestion interne élaboré par AEGIS Business Solutions Ltd, conformément au mandat de l'Accord 11/22 de la XXVI Réunion ordinaire du Conseil des Ministres
3. La Coordination de la XI Réunion extraordinaire du Conseil des Ministres le 21 Septembre, à New York, États-Unis. Les documents politiques clés approuvés par la XI Réunion furent le document de l'AEC – *Coordination de la coopération dans Les Caraïbes et la Liste de projets prioritaires de l'AEC*, ainsi que trois Accords

ministériels, le 14/22, le 15/22 et le 16/22. Ces documents se trouvent en **INF.005, INF.006, INF.010, INF.011 et INF.012** respectivement;

4. La Coordination de la XVI Réunion extraordinaire du Comité spécial sur le Budget et l'Administration (le 16 janvier, 2023);
5. L'engagement avec des représentants des Etats membres, de Membres associés, d'Observateurs et d'organisations, ainsi qu'avec des partenaires nouveaux et non traditionnels;
6. Les efforts pour stabiliser la situation financière de l'AEC et faire avancer la restructuration administrative du Secrétariat afin d'accroître l'efficacité et d'obtenir de meilleurs résultats. Ces efforts ont inclus des réunions bilatérales avec certains des Etats qui ont un retard de versement de leurs contributions;
7. La coordination des réunions statutaires de l'AEC suivantes:
 - La VI Conférence de Coopération de l'AEC
 - La VII et VIII Réunions du Mécanisme de coordination
 - La XXV Réunion intersessions préparatoire de la XXVII Réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'AEC;
 - La XLIII Réunion du Comité spécial sur le Budget et l'administration;

La **Section 1** de ce rapport, intitulée "**Bureau du Secrétaire général**", présente plus de détails sur ce qui précède.

Les activités des Directions en appui des 4 volets des orientations de la Présidence et l'orientation stratégique à long terme de l'Association sont décrits à la **section 2** du rapport, intitulée "**Directions**". La Direction de Coopération et de Mobilisation de ressources continue avec la tâche de mobilisation de ressources pour le soutien de la coopération future ; une mise à jour des résultats obtenus à ce jour à cet égard sont décrits plus loin dans le Rapport.

Le Secrétaire général a supervisé les activités des directions, en les complétant par des engagements bilatéraux, orientés à appuyer en particulier la mobilisation de ressources. En ce sens, son engagement stratégique avec certains membres, à savoir, Cuba, le Venezuela, la France, l'Espagne, les Émirats arabes unis, la Corée, le Gouvernement de la Turquie, et l'Union européenne.

En vue de promouvoir une plus grande synergie et un financement plus efficace du Plan d'action 2022-28 de l'AEC, le Secrétaire général a engagé les responsables de la Banque de développement des Caraïbes (BDC), de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Banque latino-américaine de développement (CAF), de la Banque mondiale (BM), entres autres.

Le Secrétaire général a également fait un effort particulier pour engager les membres sous-régionaux de l'AEC au niveau bilatéral, en rencontrant les Secrétaires généraux de la Communauté des Caraïbes, du Système d'intégration centraméricain (SICA), de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et du Système d'intégration latino-américain (SELA) au cours de la période considérée, dans le but de promouvoir une plus grande complémentarité de la coopération.

Dans le cadre des efforts visant à renforcer la présence et le positionnement de l'AEC dans une économie de coopération géopolitique dynamique, le Secrétaire général a profité de la préparation régionale et mondiale d'un Sommet UE-ALC très attendu sous la présidence espagnole de l'UE pour renforcer le dialogue avec l'UE et la CELAC, mais aussi avec la CAF qui, dont le siège est en Espagne, prévoit de convoquer une réunion des ministres des Affaires étrangères et des Finances de l'UE et de l'ALC en 2023 et qui, par une correspondance datée du 20 décembre 2022, a demandé le statut d'observateur au sein de l'AEC.

1. BUREAU DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

1.1 AFFAIRES POLITIQUES

1.1.1 Consultations sur des politiques facilitées en conformité avec les Mandats ministériels :

Conformément aux Mandats ministériels, aux demandes des Membres et / ou aux instructions du Président ou des Bureaux exécutifs des organes statutaires de l'AEC, les consultations suivantes ont été facilitées :

1.1.1.1 Réunions du Bureau exécutif du Conseil des Ministres de l'AEC

Le Bureau exécutif s'est réuni à deux reprises au cours de la période considérée le 1^{er} juin et le 7 septembre respectivement. Lors de sa **LIX^e Réunion à huis clos**, le Guatemala, en sa qualité de Président, a présenté le programme de travail du Guatemala lequel comprend (4) piliers d'action :

- (i) Accroître la coopération multidimensionnelle
- (ii) Renforcer un agenda vert et bleu régional
- (iii) Réactiver l'économie, en attirant des investissements et en favorisant le développement
- (iv) Aborder le cycle de migration dans une perspective de développement

Le Bureau a adopté le projet de calendrier des réunions statutaires pour 2022. **Le Représentant de Cuba**, un invité spécial à la réunion à huis clos, a fourni des détails sur la VI^e Conférence de Coopération internationale qui se tiendra à La Havane, Cuba, le 11 novembre 2022. Une mention particulière a été faite sur le Plan de mise en œuvre, lequel devrait être approuvé par les Comités spéciaux et par la suite présenté à la VI^e Conférence de Coopération internationale de l'AEC. Le Secrétariat de l'AEC a été demandé de préparer un plan de paiement qui ferait l'objet des discussions avec des États membres à l'égard des contributions non réglées.

La réunion a reconnu les efforts en cours du Secrétaire général de l'AEC visant à :

- (i) Poursuivre la coopération avec des institutions bancaires, à savoir la conclusion imminente des Protocoles d'Accord (PdA) avec la Banque de Développement des Caraïbes et la Banque centraméricaine d'Intégration économique (BCIE) ;
- (ii) Mettre à jour des PdA avec des entités telles que la COCATRAM et le SELA et ;

- (iii) Poursuivre des relations avec le Centre de la Communauté des Caraïbes sur les changements climatiques (CCCCC) et l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle (CDEMA).

La LX^e Réunion du Bureau en séance ouverte a été convoquée pour sélectionner un nouveau Directeur pour la Coopération et la Mobilisation des Ressources provenant du groupement centraméricain. En faisant référence à l'*Accord 7/19*, le Secrétaire général a décrit le processus pour réaliser des entretiens avec les candidats. Suite au retrait de la candidature du Honduras lors de la réunion, la seule candidate du Guatemala, Mme Rita Mishaan, a été interviewée afin de vérifier ses expériences, son orientation stratégique pour la direction et les objectifs de l'AEC en matière de coopération.

Les participants de la réunion ont été également informés de la proposition du Secrétaire général visant à tenir des prochaines réunions de l'AEC de manière physique, selon l'Article 10 de l'*Accord 9/95*. Le Président a clos la réunion et a ordonné qu'une note verbale soit diffusée aux Membres pour examiner la tenue des réunions, qu'elles soient physiques ou virtuelles, lors de la XI^e Réunion extraordinaire du Conseil des Ministres qui était prévue pour le 21 septembre 2022 à New York.

1.1.1.2 La VII^e et VIII^e Réunions du Mécanisme de Coordination

Conformément aux Accords 10/18 et 11/18 portant respectivement sur le fonctionnement du Mécanisme de Coordination et le Guide pour le Calendrier annuel de l'AEC, la VII^e Réunion du Mécanisme de Coordination s'est tenue le 2 août pendant que la VIII^e Réunion est prévue pour le janvier 2023. La **VII^e réunion** visait à familiariser les nouveaux Bureaux exécutifs avec leurs rôles et fonctions, surtout parce que l'Association a cherché à entamer la mise en œuvre du Plan d'Action 2022-2028 adopté par la XXVII^e Réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'AEC le 29 avril 2022.

La **VIII^e réunion**, prévue pour le 17 janvier 2023, devrait :

- Examiner le Projet de Plan de mise en œuvre du Plan d'Action 2022-2028, compte dûment tenu des résultats de la VI^e Conférence de Coopération internationale ;
- Discuter des priorités pour la période précédant le IX^e Sommet des Chefs d'État et/ou de Gouvernement de l'AEC (du janvier au avril 2023).

1.1.1.3 Réunions du Comité de Rédaction de l'AEC

L'établissement et le fonctionnement du Comité de Rédaction de l'AEC sont formalisés dans les Accords :

1. 10/18 sur les Termes de Référence pour le fonctionnement du Mécanisme de Coordination et
2. 15/18 approuvant les termes de référence pour la convocation et la tenue des Sommets de l'Association des États de la Caraïbe. Ce dernier prévoit au paragraphe 3 que:

« Le Président du Bureau exécutif du Conseil des Ministres présidera l'instauration d'un Comité de Rédaction qui recevra l'appui du Secrétariat.

Le Comité de Rédaction sera chargé d'élaborer les avant-projets préliminaires :

- *de la Déclaration du Sommet de l'AEC ; et*
- *du Plan d'Action triennal ;*

qui seront distribués aux États membres et Membres associés pour leur considération. Le Comité de Rédaction comprendra les membres du Mécanisme de Coordination et sera ouvert à tous les membres ; il se réunira comme convenu, pour débattre et mettre au point l'avant-projet de Déclaration et de Plan d'Action. »

Donc, essentiellement, les Membres du Mécanisme de Coordination (l'ensemble du Bureau exécutif du Conseil des Ministres et les Présidents de tous les autres organes de l'AEC) en plus de toute autre délégation d'un État membre intéressé, sont responsable,

en tant que Comité de Rédaction, d'élaborer collectivement la version préliminaire des projets de Déclaration et de Plan d'Action.

La VII^e Réunion du Comité de Rédaction s'est déroulée sur deux jours les 17 et 18 août 2022. Le Comité a examiné la première version du Projet de Déclaration d'Antigua formulé par le Guatemala en sa qualité de Président du Conseil des Ministres et pays hôte du Sommet.

Lors de la séance d'ouverture de ce premier Comité de Rédaction sous la Présidence du Guatemala, **la Délégation du Guatemala** a souligné les éléments suivants :

1. Le texte de la Déclaration a été formulé compte tenu du projet de texte de la Déclaration du Mexique qui a été mise au point par le dernier Comité de Rédaction ;
2. Il faudrait réaliser des mises à jour pour refléter les travaux à entreprendre jusqu'à 2023, en conformité avec les priorités du Président, ainsi que les actions énoncées dans le Plan d'Action de l'AEC 2022-2028, les Comités spéciaux et la Commission de la Mer des Caraïbes ;
3. Le projet conserve la couverture thématique essentielle de la Déclaration précédente étant donné sa pertinence pour les membres. Les sujets incluent le renforcement institutionnel de l'AEC, le relèvement après la pandémie, le tourisme résilient et durable, l'économie bleue, le changement climatique et l'environnement, le commerce et les relations économiques extérieures, et les principes de la Charte de l'ONU pour la paix. En outre, des considérations portant sur la vulnérabilité des PEID, des TIC, des partenariats, le financement, et la coopération pour le développement s'y sont reflétées ;
4. La déclaration met l'accent sur la coopération, le développement économique et des alliances dans la Grande Caraïbe.

Le Président a réaffirmé son engagement en faveur de l'intégration des contributions des membres, dans l'espoir que la Déclaration pourrait être adoptée lors du prochain Sommet des Chefs d'États de l'AEC.

La VIII^e Réunion du Comité de Rédaction, qui s'est tenue le 25 octobre, a examiné la version 3 de la déclaration du Guatemala:

La IX^e Réunion du Comité de Rédaction du 1^{er} décembre s'est penchée sur les contributions reçues des Membres lors de la réunion susmentionnée, ainsi que sur les contributions apportées au cours de la réunion, et a produit la VI^e version du Projet de Déclaration basé sur le consensus et la collaboration. Un seul paragraphe qui n'a pu faire l'objet d'un accord est soumis à l'examen de la Réunion intersessionnelle.

1.1.1.4 La IX^e Réunion inter-secrétariat des Organisations observatrices fondatrices de l'AEC

Des efforts visant à convoquer les chefs des 6 Organisations observatrices fondatrices de l'AEC en marge de la 77^e Réunion ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York se sont avérés infructueux vu que seuls le Secrétaire général de l'AEC et un haut représentant du SICA ont pu s'engager sous la présidence du Guatemala. La réunion trilatérale était toutefois très utile pour confirmer la volonté de l'AEC et du SICA de travailler pour un engagement plus structuré et régulier en faveur d'un alignement du Plan d'Action du premier sur le Programme de Travail récemment achevé du dernier. Le Président a souligné son appui à un tel rapprochement et a instamment prié les parties de continuer de chercher un engagement avec d'autres Observateurs fondateurs, dans le cadre d'un effort visant à construire des synergies techniques au bénéfice de leurs membres qui se chevauchent. Il a estimé qu'il importait particulièrement que les Secrétaires généraux de l'AEC, de la CARICOM et du SICA se réunissent dans les meilleurs délais et a chargé le Secrétaire général de l'AEC d'organiser le même. La réunion constituait également un précurseur utile de la réunion bilatérale fructueuse du Secrétaire général avec le Secrétaire général récemment désigné du SICA, M. Vargas Werner, le mois suivant au Pérou en marge de l'Assemblée générale de l'OEA. Des efforts se poursuivent pour tenir la réunion du Président avec les Secrétaires généraux de l'AEC, de la CARICOM et du SICA.

1.1.1.5 La XI^e Réunion extraordinaire du Conseil des Ministres de l'AEC, le 21 septembre, à New York

Dans la vieille tradition de tenir des réunions en présentiel, le Secrétaire général a rencontré des Ministres des Membres de l'AEC, au cours de la semaine de la 77^e Assemblée générale des Nations Unies à New York, pour fournir un aperçu des actions et des partenariats visant à promouvoir la coopération de l'AEC. Il a souligné les éléments suivants:

1. Le Petit-Déjeuner CELAC-AEC tenu le 19 septembre 2022, lequel a entamé un partenariat synergique au bénéfice de la Région de la Grande Caraïbe, fondé sur l'avantage comparatif de la CELAC dans la consolidation des positions politiques et sur celui de l'AEC de canaliser les synergies des synergies par le biais de projets,

programmes et programmes de travail conjoints portant sur le changement climatique, la réduction des risques de catastrophes, le commerce, le transport et le développement durable ;

2. Le développement d'une position commune LAC avec la CELAC avant la COP27- Un projet de déclaration a été approuvé par les membres via un vote à la ronde et présenté par le président au nom de l'AEC lors de la COP 27. Le document final se trouve à **l'Annexe005** ;
3. La signature du Protocole d'Accord AEC – SAD et l'intention de mobiliser le soutien de ce dernier en faveur de l'élaboration du premier Plan stratégique de l'AEC parmi d'autres priorités. ;
4. Des plans de coopération proposés en collaboration avec la CNUCED pour aborder la connectivité dans la Région de la Grande Caraïbe par le renforcement des capacités en matière de plateformes numériques pour la logistique du transport et du commerce ;
5. Un engagement avec la Banque mondiale pour approfondir le dialogue en ce qui concerne les guichets de financement pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'Action 2022-28 et pour promouvoir la prise en compte par l'AEC des Obligations Catastrophes de la Banque mondiale ;
6. Les efforts continus pour formaliser et institutionnaliser des partenariats avec les banques de développement en vue de créer des possibilités de financement pour la Région, par ex. la Banque centraméricaine d'Intégration économique (BCIE) et la Banque de Développement des Caraïbes (BDC) ;
7. Les délibérations en cours du Groupe de Travail pour examiner les recommandations de la société *AEgis Business Solutions Ltd* à l'égard du fonctionnement de l'AEC.

La Réunion extraordinaire du Conseil des Ministres a également salué et approuvé la candidature de Mme Rita Mishaan, selon le *Projet d'Accord ministériel 14/22*, en tant que nouvelle Directrice pour la Coopération et la Mobilisation des Ressources ; et a approuvé les *Projets d'Accords ministériels 15/22 et 16/22* concernant la tenue physique des réunions pour la période 2022-2023 et le Livre blanc sur la Coordination de la Coopération dans les Caraïbes la Liste des Projets prioritaires respectivement.

1.1.1.6 La XXV^e Réunion intersessionnelle préparatoire à la XXVIII^e Réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'AEC et au IX^e Sommet des Chefs d'État et / ou de Gouvernement de l'AEC.

La XXV^e Réunion intersessionnelle a été reprogrammée du 2 décembre 2022 au 18 janvier 2023 et devrait:

- Examiner et approuver les Rapports des Présidents de l'AEC et le Rapport du Secrétaire général
- Prendre note des progrès du Groupe de Travail
- Prendre note des préparatifs des réunions statutaires qui se tiendront à Antigua au Guatemala en mai 2023, y compris les lieux et la préparation logistique.
- Examiner la recommandation de la LXI^e Réunion ouverte du Bureau exécutif du Conseil des Ministres à l'égard du candidat préféré au poste de Directeur, Commerce et Développement durable.
- Examiner, aux fins de recommandations, la/les demande(s) reçue(s) pour obtenir le statut de Membre associé, d'Observateur ou d'Acteur social au sein de l'Association.
- Examiner le projet de Plan de mise en œuvre du Plan d'Action 2022-2028 et le projet final de Déclaration d'Antigua, Guatemala tel que mis au point par le Comité de Rédaction aux fins de présentation à la Réunion préparatoire à la XXVIII^e Réunion ordinaire du Conseil des Ministres et par la suite au IX^e Sommet des Chefs d'État et / ou de Gouvernement de l'AEC.

1.1.2 Engagements avec des Représentants des Membres et les partenaires de développement existants ou potentiels

Au cours de la période entre mai 2022 et novembre 2022, le Secrétaire général s'est réuni en personne ou virtuellement avec des représentants des Membres de l'AEC comme suit :

Date	Membre/ Organisation	Représentant
6 mai 2022	Royaume d'Arabie saoudite	S.E. Faisal Falah Alharbi, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Royaume d'Arabie Saoudite à La Havane, Cuba
10 mai 2022	Argentine	S.E. Marcelo Suárez, Ambassadeur
13 mai 2022	Türkiye	S.E. Bengü Yiğitgüden, Ambassadeur
13 mai 2022	Trinité-et-Tobago	Sénateur Dr. L'honorable Amery Browne, Ministre des Affaires étrangères et de la CARICOM
17 mai 2022	Venezuela	Appel de courtoisie S.E. Álvaro Sánchez, Ambassadeur
23 mai 2022	Corée	S.E. Dong-il OH, Ambassadeur

31 mai 2022	Belize	Sénateur L'Honorable Eamon Courtenay, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
1 juin 2022	Guatemala	LIX ^e Réunion du Bureau exécutif du Conseil des Ministres de l'AEC -le Conseil uniquement- Seul le Bureau
2 juin 2022	Réunion de l'AEC	II Réunion du Bureau exécutif du Comité spécial sur le Tourisme durable- Seul le Bureau
7 juin 2022	Réunion de l'AEC	II Réunion du Bureau exécutif du Comité spécial sur le Transport - Seul le Bureau
8 juin 2022	Réunion de l'AEC	II Réunion du Bureau exécutif du Comité spécial sur le Développement du Commerce et les Relations Economiques Extérieures - Seul le Bureau
10 juin 2022	France	S.E. Didier Chabert, Ambassadeur
13 juin 2022	Italie	S. E. Massimo Ambrosetti, Ambassadeur d'Italie auprès de la République du Panama
13 juin 2022	Venezuela	S.E. Álvaro Sánchez, Ambassadeur
15 juin 2022	République dominicaine	S.E. Wellington Bencosme, Ambassadeur
17 juin 2022	Réunion de l'AEC	I ^{ère} Réunion du Bureau exécutif Comité spécial sur le Budget et l'Administration - Seul le Bureau
17 juin 2022	Réunion statutaire de l'AEC	XLII Réunion du Comité spécial sur le Budget et l'Administration
30 juin 2022	Réunion statutaire de l'AEC	I ^{ère} Réunion du Bureau exécutif du Comité spécial sur la Coopération et la Mobilisation des Ressources - Seul le Bureau
1 juillet 2022	Réunion de l'AEC	I ^{ère} Réunion du Bureau exécutif Comité spécial sur la Réduction des Risques de Catastrophes - Seul le Bureau
4 juillet 2022	Saint-Vincent-et-les Grenadines	L'Honorable Ralph Gonsalves, Premier ministre
6 juillet 2022	Université maritime du Panama	Victor Luna Barahona, Chancelier, Université du Panama
14 juillet 2022	Organisation des Nations unies	Réunion virtuelle, S.E. Abdulla Shahid, Ambassadeur, Nations Unies
15 juillet 2022	Réunion de l'AEC	I ^{ère} Réunion du Groupe de Travail sur l'Audit de Gestion de l'AEC
20 juillet 2022	Réunion de l'AEC	III ^{ème} réunion du Bureau exécutif de la Commission de la mer des Caraïbes
26 juillet 2022	Venezuela	S.E. Raúl Li Causi, Vice-ministre des Affaires étrangères aux Caraïbes

28 juillet 2022	Réunion de l'AEC	II ^e Réunion du Groupe de Travail sur l'Audit de Gestion de l'AEC
28 juillet 2022	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)	M. Ricardo Sanchez, Senior Economic Affairs Officer, Division du commerce international et de l'intégration et Mme Miryam Saade Hazin, Economic Affairs Officer, Unité Infrastructure et Logistique, Division du commerce international et de l'intégration
29 juillet 2022	Réunion de l'AEC	Célébration du XXVIII ^{ème} anniversaire de l'AEC
2 août 2022	Réunion statutaire de l'AEC	VII^e Réunion du Mécanisme de Coordination
5 août 2022	Colombie	Cérémonie de la Hanovre présidentielle, Président élu Gustavo Petro
11 août 2022	Royaume des Pays-Bas	H. E. Varga van Kibéd, Ambassadeur, M. Linley Geeban, délégué commercial et Mme Lisette Blüm, chef de mission adjoint
11-15 août 2022	Cuba	S.E. Tania Diego Olite, Ambassadrice
17-18 août 2022	Réunion de l'AEC	VII ^e Réunion du comité de rédaction du IX ^e Sommets des Chefs d'État et / ou de Gouvernement de l'AEC
18 août 2022	Corée	Dîner offert par S.E. Dong-il OH, Ambassadeur
19 août 2022	Trinité-et-Tobago	Forum et exposition TT sur l'agro-investissement II
22 août 2022	Cuba	S.E. Tania Diego Olite, Ambassadrice
23 août 2022	Réunion statutaire de l'AEC	XXXI^e Réunion du Comité spécial sur le Transport
25 août 2022	Réunion statutaire de l'AEC	XXXVII^e Réunion du Comité spécial sur le Développement du Commerce et les Relations Economiques Extérieures
26 août 2022	Réunion statutaire de l'AEC	III ^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur l'Audit de Gestion de l'AEC
30 août 2022	Royaume d'Espagne	S.E. Fernando Nogales Álvarez, Ambassadeur
30 août 2022	Ukraine	S.E. Sergiy Kyslytsya, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Ukraine auprès des Nations Unies
1 septembre September 2022	Royaume d'Espagne	S.E. Fernando Nogales Álvarez, Ambassadeur du Royaume d'Espagne
2 septembre 2022	Russie	S.E. Alexander S. Kurmaz, Ambassadeur non-résident de la Russie auprès de l'AEC

2 septembre 2022	Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA)	S.E. Werner Isaac Vargas, Secrétaire Général
2 septembre 2022	Réunion statutaire de l'AEC	XXII^e Réunion de la Commission de la Mer des Caraïbes (CMC)
5 septembre 2022	Réunion statutaire de l'AEC	XXX^e Réunion du Comité spécial sur la Réduction des Risques de Catastrophes
6 septembre 2022	Réunion statutaire de l'AEC	Continuation XXXI^e Réunion du Comité spécial sur le Transport
7 septembre 2022	Réunion de l'AEC	LX ^e Réunion du Bureau exécutif du Conseil des Ministres de l'AEC -le Conseil uniquement – Ouverte
8 septembre 2022	États-Unis d'Amérique	M. Shante Moore, Chargé d'affaires, a.i.
8 septembre 2022	Japon	S.E. Yutaka Matsubara, Ambassadeur
12 septembre 2022	Israël	S.E. Itai Bardov, Ambassadeur d'Israël au Panama
13 septembre 2022	Réunion statutaire de l'AEC	XXXVI^e Réunion du Comité spécial sur la Coopération et la Mobilisation des Ressources
15 septembre 2022	Italie	S. E. Massimo Ambrosetti, Ambassadeur d'Italie auprès de la République du Panama
17 septembre 2022	Organisation des Nations unies	M. Pedro Moreno, directeur, bureau du secrétaire général, Mme Chantal Line Carpentier, chef de service, bureau du secrétaire général
21 septembre 2022	Réunion de l'AEC	IX ^e Réunion Extraordinaire du Conseil des Ministres de l'AEC
21 septembre 2022	Réunion de l'AEC	IX ^e Réunion Inter-Secrétariat des Organisations Observatrices Fondatrices de L'AEC
21 septembre 2022	Italie	S.E. Marina Sereni, Vice-ministre des affaires étrangères
22 septembre 2022	Banque mondiale	M. Carlos Jaramillo, Vice-président pour l'Amérique latine et les Caraïbes
22 septembre 2022	AEC-GCCMI Événement conjoint	Lancement de l'initiative de mobilisation climatique de la Grande Caraïbe (GCCMI)
23 septembre 2022	Émirats arabes unis	S.E. Omar Ghobash, ministres adjoints des Affaires culturelles pour les Caraïbes
23rd September 2022	Cuba	S. E. Bruno Eduardo Rodríguez Parrilla, ministre des Affaires étrangères

26 septembre 2022	Guatemala	S.E. José Lambur, Ambassadeur du Guatemala en Belgique
26 septembre 2022	Union européenne-Bruxelles	Helena Konig, chargée de mission Guyana, Suriname, Trinité-et-Tobago
27 septembre 2022	Panama	S.E. Yavel Francis Lanuza, Ambassadeur de Panama en Belgique
27 septembre 2022	Barbade	S.E. Joy-Ann Skinner, Ambassadeur de la Barbade en Belgique
28 septembre 2022	Opérations européennes de protection civile et d'aide humanitaire -ECHO	M. Michael Koheler, directeur général chargé de l'intérim.
28 septembre 2022	Trinité-et-Tobago	S.E. Colin Conelly, Ambassadeur de Trinité-et-Tobago en Belgique et Représentant permanent auprès de l'Union européenne
29 septembre 2022	Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS)	Desmond Simon, Premier secrétaire, Ambassade de l'Organisation des États des Caraïbes orientales
29 septembre 2022	Les Bahamas	Kerry F.M. Bonamy, ministre-conseiller, ambassade des Bahamas et mission permanente auprès de l'Union européenne
26 septembre 2022	Guyane	Lloyd Gunraj, Premier secrétaire, Ambassade de Guyane et Mission permanente auprès de l'Union européenne
5-7 octobre 2022	Organisation des États américains (OEA)	LII ^e Session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains tenue à Lima, Pérou
11 octobre 2022	L'Événement de l'AEC	Webinaire de l'AEC : Investir dans les systèmes d'alerte précoce multi -risques (MHEWS) pour autonomiser les personnes les plus à risque"
12-14 octobre 2022	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)	VII ^e Réunion de la Table ronde sur le développement des Caraïbes et XXIX ^e session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes, tenue à Paramaribo, au Suriname
18-20 octobre 2022	Panama Logistics Business Council	VII ^e Forum mondial des villes et des plateformes logistiques "Logistique verte et intelligence artificielle dans la chaîne d'approvisionnement" organisé à Panama

20 octobre 2022	Université du Panama	Congrès " Les défis de la logistique dans un monde post-pandémique ".
24-26 octobre 2022	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)	XXXIX ^e session de la Commission
25 octobre 2022	Réunion de l'AEC	Réunion du comité de rédaction du IX ^e Sommits des Chefs d'État et / ou de Gouvernement de l'AEC
26 octobre 2022	Venezuela	Réunion bilatérale- S.E. Carlos Faría, Ministre des Affaires étrangères et délégation
27 octobre 2022	Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et Union européenne	III ^e Réunion ministérielle CELAC-UE
31 octobre 2022	Réunion de l'AEC	Microplastiques dans les Caraïbes : sources, impacts et méthodologies de surveillance
31 octobre 2022	Réunion de l'AEC	Webinaire gratuit - Microplastiques dans les Caraïbes : sources, impacts et méthodologies de surveillance
2 novembre 2022	Secrétariat pour l'intégration économique de l'Amérique centrale, SIECA	Plan directeur de mobilité et de logistique SIECA-COMITRAN
10-11 novembre 2022	Réunion statutaire de l'AEC	VI^e Conférence de Coopération de l'AEC
10 novembre 2022	Slovénie	<ul style="list-style-type: none"> • Ambassadeur Andrej Gregor Rode, Ambassadeur de Slovénie, Ambassade de Slovénie à Ottawa, Canada • - Ambassadeur Frank But, Ambassadeur itinérant, Envoyé spécial pour l'ONU • Ministère des Affaires étrangères de Slovénie • Mme Urška Učakar, Mission permanente de la République de Slovénie auprès de l'ONU • Ministère des Affaires étrangères de Slovénie

11 novembre 2022	Émirats arabes unis	<ul style="list-style-type: none"> - S.E. Omar Saif Ghobash, Ministre adjoint des Affaires étrangères et de la Coopération internationale pour la Culture et la Diplomatie publique, Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale pour la Culture et la Diplomatie publique. - M. Bader Almatrooshi, Ambassadeur des Emirats Arabes Unis à Cuba, Haïti, Jamaïque, République Dominicaine, et Saint Kitts et Nevis, Représentant des Emirats Arabes Unis auprès de l'AEC, Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale des Emirats Arabes Unis - S. E. Dr Saghira Alahbabi, Directeur du Département des Affaires américaines, Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale - Mme Kawthar Al Hebsi, chef de la section Caraïbes, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale - M. Saeed Alsaeed, conseiller en science et technologie, ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale - M. Jassim Saif Alshamsi, Deuxième secrétaire de l'ambassade des Émirats arabes unis en République de Cuba
15 novembre 2022	CAF - banque de développement de l'Amérique latine (CAF)	Le rapport phare du CAF sur l'économie et le développement (RED 2021) "Pathways for Integration : Facilitation des échanges, infrastructures et chaînes de valeur mondiales".
16 novembre 2022	Programme des Nations Unies pour le développement, PNUD	Appel de courtoisie-M. Gerardo Noto, représentant résident pour les Caraïbes
21 novembre 2022	CAF - banque de développement de l'Amérique latine (CAF)	Dr. Stacy Richards-Kennedy, directrice régionale pour les Caraïbes

22 novembre 2022	Royaume d'Espagne	S.E. Fernando Nogales Álvarez, Ambassadeur
25 novembre 2022	Türkiye	S.E. Bengü Yiğitgüden, Ambassadrice
28 novembre 2022	Corée	S.E. Yun-young Lee, Vicepresidente de la Agencia de Cooperación Internacional de Corea
30 novembre 2022	Corée	XII ^e Forum de haut niveau sur le partenariat Corée-Caraïbes
6 décembre 2022	CAF - banque de développement de l'Amérique latine (CAF)	Coopération entre la CAF et l'ACS
16 décembre 2022	Système économique latino-américain et caribéen, SELA-Présidence pro tempore de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC)	Forum "Répondre aux défis de l'intégration pour le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, proposés par les mécanismes d'intégration régionaux et sous-régionaux"

1.2 AFFAIRES JURIDIQUES

1.2.1 Protocoles d'entente et Accords de partenariat

Conformément à son mandat de poursuivre la coopération et l'action concertée pour le développement de la région de la Caraïbe, le Secrétariat de l'AEC a entrepris la négociation de Protocoles d'entente et Accords comme suit :

Accord-cadre de Coopération entre le Gouvernement de la République du TÜRKİYE et l'AEC

La République du TÜRKİYE a été acceptée en tant qu'observateur à l'AEC pour la VI Réunion Ordinaire du Conseil des Ministres le 7 décembre 2000. À cet égard, La République du TÜRKİYE a soutenu des projets de développement dans les domaines de la préservation de la mer des Caraïbes et du tourisme durable. L'AEC et La République du TÜRKİYE se sont efforcés de mieux définir les domaines de coopération par la conclusion d'un accord-cadre qui a été signé le 13 mars 2022 et qui comprend des domaines de coopération entre les directions de l'AEC et prend note de l'inclusion des questions intersectorielles touchant aux femmes et aux groupes vulnérables autant de sujets importants à intégrer autant que possible dans les projets dans le but de satisfaire les objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

La Banque de Développement de la Caraïbe (CDB)

Le CDB a été accepté comme Acteur Social de l'AEC pour le XXVII Réunion Ordinaire du Conseil des Ministres le 29 avril 2022. Le CDB et l'AEC a conclu un accord-cadre le 22 juin 2022 qui identifie comme domaines prioritaire de coopération : l'ajusteur de la durée de récupération, qui est une mesure du revenu national brut ajustée en fonction de la résilience permettant aux PEID d'accéder au financement de concession en tenant compte de l'économie économique, sociale et environnementale des PEID. Les domaines de coopération sont également identifiés comme des domaines de coopération tels que la réduction des risques de catastrophe, la promotion du développement des petites et moyennes entreprises et la protection et la préservation de l'environnement, des ressources naturelles et de la mer des Caraïbes.

La Cooperación Andina de Fomento (CAF)

Ce protocole d'accord a été conclu le 19 septembre 2022 et vise à coordonner les actions relatives à la mise en œuvre d'efforts conjoints pour parvenir à un développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le protocole d'entente souligne la possibilité d'élaborer des projets dans les domaines suivants :

- l'économie verte et le développement de l'économie bleue;
- Transport, logistique et infrastructures d'intégration;
- Changement climatique, environnement et réduction des risques de catastrophe; ainsi que
- Renforcement institutionnel de l'AEC.

Le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB)

La convention cadre de coopération entre le Secrétariat General Ibero-Americain et l'Association des Etats de la Caraïbe a été signé le 11 novembre 2022 lors de la 6e Conférence de coopération internationale de l'AEC, La Havane, Cuba. L'accord est destiné à constituer la base sur laquelle les deux parties travailleront à l'élaboration conjointe de plans d'action visant à établir des projets de collaboration dans des domaines tels que le changement climatique et l'environnement, la réduction des risques de catastrophe, le commerce et les relations économiques extérieures, le tourisme durable, les transports, entre autres.

La Commission centraméricaine des transports maritimes (COCATRAM)

L'Accord spécifique de coopération entre le Secrétariat de l'Association des États de la Caraïbe et la Commission maritime centraméricaine (COCATRAM) a également été signé le 11 novembre 2022 lors de la 6e Conférence de coopération internationale de l'AEC à La Havane, Cuba. L'accord jette les bases de l'élaboration d'un programme de travail conjoint pour la période 2023-2028 axé sur des actions concernant:

- Modernisation du secteur régional du transport maritime
- Faciliter l'accès à l'information empirique pour la prise de décisions fondées sur des données probantes
- Renforcement
- Initiatives de transport maritime dans le cadre de la protection de l'environnement.

1.2.2 Demande de statut d'Observateur

Par la suite, la CAF a demandé le statut d'observateur auprès de l'AEC par correspondance le 20 décembre 2022.

1.2.3 Partenaires sociaux

SMCL Investments Trinidad Limited a présenté une demande d'adhésion à l'AEC en tant qu'Acteur social, par une lettre du 16 mars 2022. Une circulaire informant les États membres de cette demande a été envoyée le 2 juin 2022, conformément à l'Accord ministériel 21/18 pour Amender l'Accord 15/08 sur l'Adoption de termes et conditions de participation des Acteurs sociaux aux réunions du Conseil des Ministres et des Comités spéciaux de l'Association des États de la Caraïbe. Selon l'Accord 21/18, article 5, alinéa A, les organisations non-gouvernementales sont admises en tant qu'Acteurs sociaux, « en tenant compte de leur potentiel de contribuer à la réalisation des buts et objectifs établis dans la Convention ».

Dans ce but, la lettre de demande reçue de SMCL Investments Trinidad Limited (ci-joint) indique la manière par laquelle il cherche à collaborer avec l'AEC. À cet égard, la lettre de demande exprime l'objectif d'arrêter les effets du changement climatique par une action concertée dans des projets qui promouvoient les principes de Développement Durable et zéro émission nette de carbone.

Jusqu'à présent, le Secrétariat a reçu une réponse de la République de Guatemala qui cherche plus d'informations de l'entreprise concernant le travail relatif à la Mécanisme de Développement propre et économie circulaire. Cette information a été reçue et distribuée aux Membres.

L'Article 7 de l'Accord 21/18 prévoit qu'une demande d'adhésion comme Acteur social doit être discutée à la Réunion préparatoire intersessions, afin d'obtenir une décision de consensus que la Secrétaire générale soumettra au Conseil des ministres.

Conformément à cette disposition, la demande a été soumise par à la 25^{ème} Réunion préparatoire intersessions pour sa considération.

1.2.4 Ratification et entrée en vigueur des Instruments juridiques

La Matrice reflétant l'état des signatures et des ratifications des instruments juridiques de l'AEC pour la période considérée est jointe en annexe.

1.3 COMMUNICATIONS

Introduction

L'Unité de communication au sein de l'Association des États de la Caraïbe a la responsabilité de guider et d'aider à la diffusion de l'information grâce à l'effort de coopération entre l'unité et les différentes directions, le travail effectué peut être qualifié de complémentaire.

Stratégie Marketing et Communication

Pour atteindre ses objectifs, l'AEC doit utiliser une stratégie de communication concrète pour promouvoir son image et renforcer sa notoriété auprès des États membres, des partenaires et du grand public. Pour cette raison, il est essentiel de mettre en place une stratégie marketing qui, par un processus d'étude et de réflexion, permet d'identifier les objectifs et de s'assurer que des méthodes et des actions cohérentes sont définies pour les atteindre. Les consultations, les analyses, les entrevues et les commentaires du personnel étaient quelques-unes des activités utilisées pour développer ce projet de stratégie.

Communication externe

L'Unité de Communication depuis les sept (7) derniers mois a contribué aux activités de communication externe en relation avec les projets initiés par l'ACS, mais aussi en collaboration avec les partenaires. Ces projets et leurs actions respectives comprennent :

- Réseaux sociaux

L'Unité de communication a travaillé en permanence sur la visibilité de l'AEC, notamment par sa présence sur les plateformes de médias sociaux. Jusqu'à présent, la stratégie consistait à continuer à utiliser les profils de médias sociaux existants, de manière plus rationalisée. L'association est actuellement active sur Instagram, Twitter, Youtube et LinkedIn. L'Unité a utilisé ces plateformes pour promouvoir les différentes activités externes (La Conférence de coopération, webinaire sur les microplastiques, etc.) de l'Association, mais également accroître l'intérêt et la participation à l'organisation de manière plus générale. Il est à noter que des propositions de restructuration des réseaux sociaux

- Campagnes sur les réseaux sociaux

L'Unité de communication a mené une campagne « Le saviez-vous » pour la campagne MPME (Micro et moyennes entreprises). En collaboration avec le Centre Shridath Ramphal et Caribbean Export Development Agency (l'Agence caribéenne de développement des exportations), l'AEC a organisé une campagne sur les réseaux sociaux pour promouvoir

une plus grande prise de conscience de l'importance des MPME pour la la communication des articles et des "faits amusants" sur les MPME régionales. Un filtre Instagram spécial a également été créé pour permettre aux utilisateurs de montrer leur soutien à ces entreprises et entreprises de la Grande Caraïbe.

- **Promotion de projets et d'événements**

1. FitCuba

Les présentoirs et le matériel promotionnel du stand de l'AEC utilisés à Cuba ont été bien accueillis.

2. Anniversaire de l'AEC

L'unité a contribué à l'élaboration du programme/agenda de la célébration de l'anniversaire, des messages des membres associés et des vidéos promotionnelles.

3. Webinaire- Systèmes d'Alerte Précoce Multirisques (SAPM)

L'unité a produit divers éléments de contenu pour promouvoir l'événement ainsi que et cinq autres livrables ont été créés pour la campagne "Le saviez-vous".

Cet événement a encouragé *300 clics sur le lien Webex et plus de 90 participants au webinaire.*

4. Microplastiques dans les Caraïbes : sources, impacts et méthodologies de surveillance (31 octobre au 4 novembre - virtuel)

L'unité a produit une 15 de visuels "Fun Fact", ainsi qu'un e-book ("cadeau virtuel")..

Dans l'ensemble, il y a eu 947 clics sur le lien Webex et 458 participants au webinaire.

5. Conférence de coopération (10 et 11 novembre - Cuba) :

L'unité de la Communication a joué un rôle actif dans la promotion de la Conférence de la Coopération. Les livrables ont été conçus par la cellule, ainsi que différents visuels : visuel save the date, Kakémonos, magazine et catalogue, agenda, logo officiel, badges, pochettes de présentation, signets, vidéos, communication sur les réseaux sociaux, le développement du site cooperation.acs-aec.org; etc.

Des communiqués de presse pré et post ont également été publiés afin de promouvoir la conférence. Il y a eu un engagement prometteur sur les plateformes de médias sociaux.

L'AEC a participé à la promotion du projet GCCMI en rédigeant et en distribuant le communiqué de presse à des médias spécifiques et a promu les différents déplacements du Secrétaire général à divers engagements internationaux.

Site Web

Le contrat actuel pour la refonte du site web de l'AEC a été résilié et un nouveau RFQ sera diffusé afin de sélectionner une agence qui répondra au mieux aux besoins du site internet et de l'AEC.

Communication interne et collaboration

- Audit et optimisation des processus

Ce processus a abouti à la création d'un formulaire de demande à travers lequel les unités font des demandes à l'unité de communication pour la formulation améliorée des tâches dans l'unité, de gagner du temps et d'améliorer la productivité. Le formulaire "request form" décrit les informations génériques pertinentes nécessaires à l'unité pour mener à bien ses tâches pour une candidature. Ce formulaire devra être utilisé afin de tracer les demandes réalisées, les attentes ainsi que les indicateurs.

- Formation de l'unité de communication

Les membres de l'unité ont été encouragés à suivre des sessions de formation en ligne pour acquérir des compétences qui seraient bénéfiques et utiles pour les tâches de communication.

- Enquêtes diagnostiques (personnel et représentants)

Deux enquêtes ont été réalisées au cours de la période sous revue - une avec les représentants de l'AEC et une avec les membres du personnel pour évaluer les méthodes de communication de l'AEC en interne et en externe. Il a servi d'audit des méthodes de communication pour évaluer l'efficacité des systèmes déjà en place, identifier les domaines de préoccupation et s'assurer que tout le personnel concerné est inclus dans la création de méthodes qui auraient un impact direct sur eux.

- Veille concurrentielle et informative

Il s'agit d'un fichier composé d'acteurs d'organisations régionales et internationales. Il résume leurs missions et fournit des informations générales de base à leur sujet. Il y a également un aperçu de vos communications sur les réseaux sociaux, ainsi que de l'engagement via les abonnements.

- Guide de la charte graphique et identité visuelle

Une identité de marque a été développée pour l'AEC et l'identité graphique de l'organisation a été redessinée.

L'identité de marque est le fondement de la communication et fait partie intégrante de la stratégie marketing. Il rassemble les éléments qui rendent une organisation reconnaissable par son public. Un guide de la marque décrit les règles à suivre, les codes couleurs à utiliser, les éléments graphiques et la typographie. Couleurs AEC d'origine ajustées:

- Bleu, les différentes déclinaisons de bleu sont plus vives, symbolisant la confiance et le sérieux. Cela représente l'assurance qualité de l'organisation. Elle nous rappelle aussi la mer, berceau des Caraïbes.
- Vert, ajusté pour donner plus de dynamisme aux déclinaisons de bleu et pour rappeler les axes fondamentaux de l'AEC autour des enjeux de l'environnement, du changement climatique, etc.
- Coral, ajoutera occasionnellement une touche moderne à l'image de marque, mettant l'accent sur la positivité, la nouveauté et l'énergie.

Blue, Green and Orange economy

Une charte graphique et des lignes directrices pour l'utilisation du logo de l'AEC ont été élaborées pour le support interne, ainsi que pour l'utilisation par les membres et partenaires.

1.4 BUDGET ET ADMINISTRATION

1.4.1 Budget

Pour l'année 2022, le Secrétariat a reçu jusqu'à présent des contributions de vingt pays pour un montant de 1,9 million de dollars US. Cela a permis de réduire la dette croissante de l'Association d'année en année, mais il reste encore des progrès à faire car le déficit continue de nuire au Secrétariat et à ses mandats.

En dépit de cette dette croissante, le Secrétariat s'est efforcé de maintenir ses normes et a fait preuve d'efficacité et de professionnalisme envers les Membres.

Progressivement, le gouvernement de Trinité-et-Tobago a assoupli toutes les mesures liées à la COVID, y compris la nécessité de travailler à domicile et, par conséquent, le Secrétariat a mis fin à tous les arrangements de travail à domicile.

En outre, l'AEC a organisé des réunions virtuelles et en face à face et a repris son programme de missions à la fréquence pré-COVID.

Pendant cette période, l'organisation est en train de changer, suite à l'approbation d'un audit de gestion en cours au Secrétariat. En conclusion, on espère que le travail produit par l'Association sera beaucoup plus efficace et efficient, afin de procurer des avantages supplémentaires à ses membres.

1.4.1.1 Le budget ordinaire approuvé pour l'exercice biennal 2022 - 2023

Le budget pour 2023 a été approuvé lors de la XXVIIe Réunion ordinaire du Conseil des Ministres qui s'est tenue virtuellement le 29 avril 2022 sous la présidence du Mexique.

Le budget se présente comme suit:

Association of Caribbean States			
Budget of the ACS for the Biennium 2022 – 2023			
		Approved BUDGET 2023	
1	HUMAN RESOURCE		
1.1.	INTERNATIONAL STAFF		
	Basic Salary	841,985.97	
	Pension Fund	117,878.04	
	Medical Insurance	23,200.85	
	Housing Allowance	24,000.00	
	Representation Allowance	12,000.00	
	Contract Termination Reserves	122,659.03	
	TOTAL INTERNATIONAL STAFF EXPENSES	1,141,723.89	
		52.50%	
1.2	LOCAL STAFF		
	Basic Salary	166,443.72	
	Pension Fund	23,302.12	
	Medical Insurance	14,824.96	
	Overtime	4,000.00	
	Contract Termination Reserves	13,870.31	
	TOTAL LOCAL STAFF EXPENSES	222,441.11	
		10.23%	
1.3	TEMPORARY CONTRACTS		
	Unit & Research Assistants	157,521.60	
	Medical Insurance	8,135.74	
	TOTAL TEMPORARY CONTRACTS	165,657.34	
		7.62%	
1.4	EXTERNAL CONTRACTS		
	Consultants	39,000.00	
	Consultants / System s Administration	26,074.63	
	Sanitation	28,200.00	
	TOTAL EXTERNAL CONTRACTS	93,274.63	
		4.29%	

Association of Caribbean States			
Budget of the ACS for the Biennium 2022 – 2023			
		Approved BUDGET 2023	

1.5	HUMAN RESOURCES PROGRAMME	65,000.00
		2.99%
	TOTAL HUMAN RESOURCES	1,688,096.96
		77.62%
2	GENERAL ADMINISTRATION EXPENSES	
	Premises Expenses	24,411.76
	Equipment, Materials & Supplies	67,529.41
	Communications	20,258.82
	Depreciation & Motor Vehicle Expenses	78,382.35
	Financial Management Expenses	11,500.00
	Contingencies	3,554.40
	Information and PR Activities	5,000.00
	TOTAL GENERAL ADMINISTRATION EXPENSES	210,636.75
		9.69%
3	MEETINGS & MISSIONS	
	Meetings	138,000.00
	Official Missions	72,000.00
	TOTAL MEETINGS & MISSIONS	210,000.00
		9.66%
4	MINISTERIAL COUNCILS & SUMMITS	
	Ministerial Council	50,000.00
	Summit	16,000.00
	TOTAL MC & SUMMIT	66,000.00
		3.03%
	TOTAL BUDGET	2,174,733.72

Toute modification de ce budget sera présentée pour examen lors de la XLIIIe Réunion sur le Budget et l'Administration prévue le 16 janvier 2023.

1.4.1.2 L'exécution du budget 2022

Le rapport d'exécution du budget au 31 octobre 2022 peut être résumé comme suit:

	Budget approuvé	Dépenses réelles	Excédent en octobre 22
Ressources Humaines	1,743,993.62	1,380,088.42	363,905.19
Administration générale	169,640.11	146,184.33	23,455.78
Réunions et missions	201,100.00	237,478.37	(36,378.37)
Conseil des Min. & Sommet	60,000.00	85,956.32	(25,956.32)
	2,174,733.73	1,849,707.44	325,026.28
	100%	85%	15%

En raison de l'assouplissement des restrictions Covid-19, le budget ordinaire approuvé pour 2022 a enregistré une augmentation des réunions et missions externes par rapport à l'année précédente. Les déficits dans cette catégorie sont liés aux missions entreprises par le Bureau du Secrétaire général jugées critiques pour que l'organisation atteigne ses objectifs, en conjonction avec les efforts en cours pour revitaliser et restructurer le Secrétariat.

Les déficits dans la catégorie du Conseil des Ministres et des Sommets sont liés aux réunions extraordinaires du Conseil des Ministres qui n'ont pas été budgétisées précédemment, ainsi qu'aux réunions supplémentaires du Comité de rédaction du Sommet.

Les principaux facteurs constituant l'excédent global, outre les coûts estimés jusqu'à la fin de l'année, résultent des postes vacants au sein du personnel international et temporaire.

1.4.1.3 Contributions

La dette des contributions dues par les membres au 31 octobre 2022 s'élève à 3 722 888,34 USD. Parmi les principaux contributeurs figurent le Salvador, le Mexique, le Suriname et le Venezuela.

Pour l'année en cours, le Secrétariat a reçu 1 937 149,90 \$ de contributions des États membres. Sur ce montant total reçu, seul 1 034 996,80 \$ concerne les contributions pour 2022.

Les retards de paiement des contributions annuelles, accompagnés de l'augmentation de l'encours de la dette, compromettent la capacité du Secrétariat à faire face à ses obligations financières. En outre, cela rend la planification difficile et entraîne des inefficacités dans l'exécution du budget. Les contributions dues par les membres sont cruciales pour le succès des programmes de travail des Directions.

Tous les efforts doivent être faits pour verser les contributions en temps voulu afin d'éviter les déficits de trésorerie persistants du Secrétariat.

1.4.1.4 Audit

La société Bakertilly, Ramcharitar, Montano est sur le point de terminer l'audit de 2021. Le rapport sera présenté lors de la XLIII^{ème} Réunion du Comité spécial du budget et de l'administration qui se tiendra le 16 janvier 2023.

Le rapport, qui est à l'état de projet, a répété les mêmes conclusions que les rapports d'audit précédents réalisés par le même cabinet, notamment l'insuffisance des dossiers de projets au sein des directions.

La dette croissante du Venezuela envers l'Association, qui s'élève à 2,4 millions de dollars, est également préoccupante. Bakertilly conseille au Secrétariat de remédier à cette situation mais a reconnu les tentatives faites par le Secrétaire Général actuel par le biais du dialogue et de la correspondance pour régler cette question.

L'auditeur a également encouragé le Secrétariat à assurer un suivi auprès de ses autres membres concernant le paiement des soldes dus.

L'avis de l'auditeur est que les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'Association au 31 décembre 2021, ainsi

que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'année 2021, conformément aux normes internationales d'information financière.

1.4.2 L'Administration

1.4.2.1 Réunions des Groupes de travail chargés d'examiner le rapport d'audit de gestion interne d'AEGIS Business Solutions Ltd.

La 1^{ère} Réunion du Groupe de travail sur l'audit de gestion de l'AEC s'est tenue virtuellement au siège de l'AEC, République de Trinité-et-Tobago, le vendredi 15 juillet 2022. Elle s'est concentrée sur **l'information et la technologie (IT)**.

M. Wayne Oudit, chef de projet, a présenté un résumé détaillé de la phase 1 et de la phase 2 de l'audit au nom de la société de gestion d'Aegis Business Solutions Limited. Il a souligné les lacunes suivantes identifiées dans l'environnement informatique d'ACS :

- Gestion des risques
- Sécurité de l'information
- Continuité des activités et reprise après sinistre
- Conservation et restauration des sauvegardes
- Opérations informatiques

Il a ensuite présenté une feuille de route pour l'avenir, comme suit :

1. Créer un manuel complet de procédures informatiques ET renforcer les politiques et procédures de sécurité informatique pour en faire un programme global de sécurité informatique.
2. Établir un processus de gestion des risques de sécurité au niveau opérationnel, conformément aux pratiques de la gestion des risques d'entreprise (GRE).
3. Renforcer le cadre procédural de la sécurité informatique.
4. Formaliser des programmes de continuité des activités et de reprise après sinistre.
5. Formuler et formaliser une stratégie et une feuille de route en matière de TI.
6. Évaluer le niveau de cyber maturité de l'AEC et effectuer des évaluations de vulnérabilité, au moins une fois par an.
7. Remédier efficacement à l'absence de séparation des fonctions au sein de la fonction TI
8. Remédier efficacement aux risques opérationnels informatiques dus à la « dépendance à 100 % » de M. Dickson.

La II^{ème} réunion du groupe de travail sur l'audit de gestion de l'AEC, qui s'est tenue virtuellement au siège de l'AEC, République de Trinité-et-Tobago, le jeudi 28 juillet 2022, s'est concentrée sur **l'Opération d'Achats**.

Dans sa présentation au nom d'AEGIS, M. Oudit a souligné les points suivants :

- L'audit sur les fonctions d'achat au sein de l'AEC a couvert la période du 1er janvier 2019 au 21 décembre 2021 dans le but d'identifier les déficiences de conception du contrôle interne et les déficiences opérationnelles.
- L'AEC ne dispose pas d'un plan d'achat stratégique ou d'un manuel de politiques et de procédures d'achat et aucun procès-verbal sur les questions d'achat n'est enregistré.
- L'absence d'un responsable des achats est préoccupante.
- Une analyse est nécessaire et une évaluation de la visibilité financière doit être entreprise. Le processus de passation de marchés pour les traducteurs et les interprètes doit être réévalué. En outre, la location de matériel d'interprétation devrait être évaluée quant à l'intérêt de louer, d'acheter ou de prendre en leasing ce type de matériel.
- Les constatations relatives aux procédures d'achat passées de l'AEC n'étaient pas conformes aux processus d'achat appropriés et il a été proposé d'obtenir trois (3) devis pour des appels d'offres concurrentiels.

Constatations et résultats

- L'AEC n'a pas de manuel approuvé des politiques et procédures d'achat.
- L'audit de la Phase 2 des marchés publics a révélé plusieurs incohérences en ce qui concerne les critères d'évaluation
- L'audit de la Phase 2 de la passation de marchés a également révélé un certain nombre d'incohérences en ce qui concerne le processus d'appel d'offres
- Les réunions du Comité d'appel d'offres ne font pas l'objet d'un procès-verbal, de sorte qu'il n'existe aucun compte rendu officiel de ce qui s'est passé pendant les réunions et de la manière dont les décisions ont été prises.
- L'audit de la phase 2 de la passation de marchés a révélé des faiblesses concernant le dépôt des documents d'appel d'offres.

Recommandations

- L'AEC devrait développer et adopter un manuel de politiques et de procédures de passation de marchés pour inclure la composition, les rôles et les responsabilités du comité d'appels d'offres.
- Le système d'évaluation des marchés publics doit comporter des points de référence ou des normes clairement définis pour mesurer la capacité technique, la conformité, le respect des règles, la performance et d'autres facteurs.
- Le processus d'appel d'offres doit être clairement défini afin d'obtenir des biens et des services au meilleur rapport qualité-prix possible. Une base de données actualisée des "taux équitables du marché mondial" pour les articles régulièrement achetés.
- Un compte rendu officiel de ce qui s'est passé pendant les réunions et de la façon dont les décisions ont été prises.
- Les documents d'appel d'offres doivent faire l'objet d'un système de classement approprié pour les copies papier et électroniques afin de limiter la perte de documents.

Feuille de route - inclut les étapes suivantes sur une période de sept (7) mois :

- L'évaluation
- L'environnement de contrôle
- La transformation
- La mise en œuvre

Conclusion : AEGIS a proposé que l'AEC concentre ses efforts sur cinq (5) domaines clés, étant donné qu'il n'existe que quelques composantes de base du cadre de contrôle requis, bien qu'elles soient non structurées et appliquées de manière incohérente.

- Formuler le manuel de politique et de procédures de passation de marchés.
- Favoriser une "culture des meilleures pratiques en matière de passation de marchés".
- Documenter formellement la composition, les rôles et les responsabilités de chaque membre du comité d'appel d'offres, ce qui est essentiel pour garantir la responsabilité.
- La capacité d'adaptation et la volonté de l'AEC de favoriser une culture de l'innovation.
- L'acceptation par toutes les principales parties prenantes.

La III^{ème} Réunion du groupe de travail sur l'audit de gestion de l'AEC s'est tenue le 26 août 2022 par vidéoconférence au Secrétariat de l'AEC, République de Trinité-et-Tobago, et s'est concentrée sur **Les Finances**.

Comme il l'avait fait lors des deux premières réunions du groupe de travail, M. Oudit a expliqué la différence entre un audit externe et un audit de gestion. Il a décrit l'objectif de la phase 2 de l'audit de gestion, des finances comme cherchant à améliorer l'efficacité opérationnelle globale de la fonction financière de l'AEC en identifiant toutes les faiblesses. Il a indiqué que les avantages de cette phase de l'audit permettraient d'établir une base solide et un élan pour la mise en œuvre de la stratégie de l'AEC :

1. Des améliorations continues vers des meilleures pratiques mondiales, y compris des améliorations en matière d'efficacité, la minimisation de l'exposition aux risques et la maximisation de la croissance et de la réalisation des objectifs stratégiques de l'AEC d'une façon structurée ;
2. Une amélioration à l'égard de l'obligation de rendre compte et de la transparence, ce qui comporterait une gouvernance de la fonction Finances de l'AEC et un centrage de la même sur le client ;
3. Le renforcement d'une culture positive dans laquelle un état d'esprit fondé sur les pratiques financières positives est soutenu dans l'intérêt de l'AEC et toutes ses parties prenantes.

L'auditeur a ensuite brièvement présenté le Résumé analytique de l'audit avec des entrevues menées avec la Gestionnaire des Finances ainsi que le Spécialiste des Finances en employant un questionnaire financier au niveau de la Section et les constatations de l'audit. Il a été établi que:

1. AEGIS a reçu un éventail complet d'éléments de preuve couvrant la période comprise entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2021.
2. L'examen et la vérification de l'environnement de contrôle en ce qui concerne la fonction Finances ont cherché principalement à identifier des lacunes dans la conception des contrôles internes ainsi que des faiblesses opérationnelles en matière de contrôles internes.
3. **Les domaines d'intervention clés de la Phase 2 de l'Audit des Finances** étaient axés sur :
 - a. Séparation des fonctions ;
 - b. États de paie ;
 - c. Respect du Règlement financier de l'AEC ;
 - d. Reddition de comptes et autorisations pour la Carte de Crédit Platine en USD ;

- e. Reddition de comptes pour l'administration et les décaissements de la petite caisse en USD ;
- f. Préparation et approbation des rapprochements bancaires de l'AEC'
- g. Vraisemblance des transactions dans le grand livre pour la période 2019 – 2021 ;
- h. Réunions de la Section sur l'analyse des écarts ;
- i. Niveau de service fourni aux clients par la Section Finances ;
- j. Manuel des procédures financières et des cartes des processus financiers et
- k. Accords sur le Régime UTC de Pension / d'Épargne du Personnel de l'AEC.

Les **constatations** de la Phase 2 de l'Audit des Finances ont été explicitées comme suit :

1. L'absence d'une séparation des fonctions ce qui expose l'AEC à un risque opérationnel élevé.
2. Aucune inexactitude n'a été relevée au sein des états de paie de l'AEC pour la période comprise entre 1/1/19 et 31/12/2021.
3. Le respect du règlement financier de l'AEC était satisfaisant, à l'exception des Achats.
4. Les vérifications effectuées sur la reddition de comptes et les autorisations pour les deux Cartes de Crédit Platine en USD de l'AEC ont produit des « bons résultats », en dépit de l'importante « perte financière » en raison de l'expiration des Points Récompenses Platine d'une valeur de 244.782 USD.
5. La reddition de comptes pour l'administration et les décaissements de la petite caisse en USD s'est avérée être « en bon ordre ».
6. Aucune irrégularité n'a été relevée par rapport à la préparation et aux approbations des rapprochements bancaires de l'AEC.
7. Aucune irrégularité n'a été relevée par rapport à la vraisemblance des transactions dans le grand livre pour 2019 - 2021.
8. Il existe une absence totale des réunions de la Section sur l'analyse des écarts (organisées par la Section des Finances) pour soutenir le processus budgétaire.
9. Le niveau de service fourni aux clients par la Section des Finances a été jugé insatisfaisant.
10. il n'existe aucun manuel des procédures financières ni carte des processus financiers.
11. L'obtention et l'examen des Accords sur le Régime UTC de Pension / d'Épargne du Personnel de l'AEC étaient infructueux.

Compte tenu des constatations de l'audit, l'auditeur a présenté plusieurs **recommandations**, dont les suivantes :

1. La Section des Finances peut fonctionner de façon compétente et optimale avec le Spécialiste des Finances actuel et un Assistant d'Unité des Finances, seuls ;
2. L'implication de la Section des RH dans le traitement et l'approbation des états de paie devrait être poursuivie ;
3. Aucune recommandation n'a été jugée nécessaire à l'égard du respect du Règlement financier de l'AEC, à l'exception des Achats ;
4. Aucune recommandation n'a été jugée nécessaire à l'égard de la reddition de comptes et des autorisations pour l'utilisation de la Carte de Crédit Platine en USD de l'AEC. Cependant, il a été recommandé de payer le logement en hôtel et les repas par la carte de crédit de l'AEC ;
5. Il faudrait cesser la pratique de détenir d'importantes sommes d'argent liquide en USD pour payer le logement en hôtel et les repas, et la Section des Finances doit effectuer des opérations avec un fonds de petite caisse en USD sur un système de comptes d'avances temporaires ;
6. Aucune recommandation n'a été jugée nécessaire à l'égard de la préparation et aux approbations des rapprochements bancaires de l'AEC, et du traitement des transactions dans le grand livre ;
7. La tenue des réunions « individuelles » trimestrielles avec toutes les sections de l'AEC disposant des allocations budgétaires, sur l'analyse du budget par rapport aux écarts réels, avec des procès-verbaux officiels.
8. La Section des Finances devrait « répondre pleinement » à toute demande pour des documents financiers justificatifs dans un délai d'une semaine après la réception de la demande.
9. L'engagement des services d'une entreprise qualifiée pour formuler un manuel complet des procédures de la Section des Finances, ainsi que des cartes des processus.
10. L'engagement des services d'une entreprise dûment qualifiée pour effectuer une revue d'assurance indépendante de ces Régimes UTC de Pension / d'Épargne du Personnel de l'AEC.

La IV^{ème} Réunion du groupe de travail sur l'audit de gestion de l'AEC s'est tenue le 25 octobre 2022 par vidéoconférence au Secrétariat de l'AEC, République de Trinité-et-Tobago, et s'est concentrée sur **Les Ressources humaines**.

L'Auditeur a ensuite indiqué que l'objectif principal de l'audit de gestion est d'identifier les erreurs et les faiblesses des processus organisationnels et des activités de gestion.

L'audit des Ressources Humaines (RH) s'est concentré sur onze domaines pour examiner en détail l'efficacité de ce qui suit:

- Les politiques et pratiques actuelles en matière de recrutement
- les relations de travail
- la philosophie de rémunération
- L'alignement du système de gestion de la performance sur les objectifs et les rôles de l'AEC
- L'applicabilité de la formation et du développement
- Procédures relatives au code de conduite et d'éthique
- Conflit d'intérêt
- Problèmes de performance défavorable
- Procédures disciplinaires

Les observations suivantes ont été faites et des recommandations ont été déposées pour remédier aux faiblesses:

- Les chefs de service pleinement engagés peuvent inspirer et motiver les employés partiellement engagés.
- Les chefs de service devraient travailler activement à la réalisation des objectifs, ce qui augmenterait leur efficacité.
- Développement d'une culture et d'une stratégie du personnel
- Mise en œuvre d'un cadre d'acquisition des talents (stratégie d'acquisition des talents et stratégie de gestion des talents)
- Mise à jour des échelles de salaires en fonction des catégories référencées dans l'échelle des salaires des Nations Unies
- Embarquement et orientation - il convient d'élaborer un plan écrit et documenté dans lequel les rôles et responsabilités des RH, de l'informatique et des responsables du recrutement sont définis.
- Structure et mécanismes de transfert des responsabilités - l'unité RH doit concevoir et mettre en œuvre une politique de transfert des responsabilités avec la participation de tous les chefs de département.
- Faire preuve de souplesse dans la gestion des contrats, en tenant compte des autres types de nomination décrits par les Nations Unies.
- Le système d'évaluation des performances doit être régi par une politique et des documents de procédure.
- Amélioration de la politique de formation et de développement existante, soutenue par des plans de développement individuels structurés.
- Développer une stratégie globale de motivation et de reconnaissance
- L'Unité RH devrait être chargée de:
 - ✓ fournir des conseils et devraient se voir allouer un budget pour mettre en œuvre des stratégies de gestion des conflits sur le lieu de travail.

- ✓ renforcer la responsabilisation par le biais d'indicateurs clés de performance (ICP) efficaces
- ✓ développer des activités personnalisées de renforcement de l'esprit d'équipe et allouer un budget pour leur exécution.

La feuille de route recommandait le recrutement d'un Directeur des Opérations (Chief Operating Officer-COO).

La V^{ème} Réunion du groupe de travail sur l'audit de gestion de l'AEC s'est tenue le 14 décembre 2022 par vidéoconférence au Secrétariat de l'AEC, République de Trinité-et-Tobago et s'est concentrée sur **la Gouvernance**.

Le Représentant d'AEGIS a présenté les conclusions et les recommandations de la phase III du rapport d'audit de gestion de la gouvernance. Le rapport couvre la période du 1er janvier 2019 au 27 septembre 2022 et son objectif est de revoir et d'examiner les systèmes et processus au sein de la fonction de gouvernance de l'AEC. Le rapport a mis en évidence des déficiences et proposé des recommandations dans douze domaines clés:

1. La planification stratégique et la création d'alliances stratégiques,
2. la culture organisationnelle et l'engagement des employés,
3. la structure organisationnelle et les ressources en personnel,
4. les systèmes de gestion des risques,
5. les systèmes de gestion de la performance,
6. les systèmes de contrôle interne,
7. les politiques et les procédures,
8. les systèmes de communication,
9. la conservation des connaissances institutionnelles,
10. la structure et les mécanismes de transmission des rapports,
11. l'intégration et l'orientation et
12. la séparation des tâches.

Le Représentant d'AEGIS a également présenté une feuille de route de sept (7) mois pour la mise en oeuvre des recommandations et a conclu en soulignant les avantages des recommandations pour l'AEC, les produits livrables dont l'équipe exécutive de l'AEC devrait être responsable et redevable et les composantes du coût de la mise en oeuvre des recommandations.

1.4.2.2 La XVI^{ème} Réunion extraordinaire du Comité spécial pour le Budget et l'Administration

Cette réunion permettra de finaliser les recommandations de la phase 1-3 de l'audit de gestion de l'AEC réalisé par AEGIS Business Solutions. Le groupe de travail décidera quelles recommandations seront soumises à l'approbation générale du Conseil des ministres.

1.4.2.3 Les XLI, XLII et XLIII^{ème} Réunions ordinaire du Comité Spécial pour le Budget et l'Administration

Les points clés qui ressortent de la XLI^e Réunion du Comité spécial sur le Budget et l'Administration sont la création d'un Groupe de travail pour discuter des résultats et des recommandations de la phase I de l'audit de performance de l'AEC menée par Aegis Business Solutions. D'autres décisions notables ont été la prolongation du contrat du conseiller politique et les modifications du budget pour l'exercice 2022 – 2023.

Lors de la XLII^e Réunion du Comité spécial du Budget et de l'Administration, de nouveaux amendements ont été apportés au budget 2022, qui se sont principalement concentrés sur l'augmentation de la ligne budgétaire pour les consultants. En outre, une décision a été prise pour que AEGIS Business Solutions réalise les phases 2 et 3 de l'audit de performance de l'AEC. La Réunion a également discuté de la finalisation d'un calendrier des réunions du Groupe de travail.

La XLIII^e Réunion du Comité spécial du Budget et de l'Administration, qui est prévue en janvier 2023, portera sur l'exécution du budget 2022, la présentation du rapport d'audit 2021 et les éventuels amendements au budget 2023.

1.4.2.4 Ressources Humaines

L'Unité des Ressources Humaines fournit un soutien stratégique et opérationnel à l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) par le biais de la planification des ressources humaines comme suit:

- Gestion des installations
- Achats
- Administration des avantages sociaux
- Rédaction de procédures et de politiques

- Administration des congés
- Questions relatives aux relations industrielles
- Formation et développement
- Gestion des performances
- Recrutement et sélection
- Orientation des employés
- Conservation et gestion des dossiers

Gestion des installations

Le Ministère des Affaires étrangères et de la CARICOM a indiqué que le bail pour les locaux actuels au 5-7 Sweet Briar Road a été renouvelé pour un an.

Marchés publics

Il y a actuellement deux achats en cours pour acquérir des services pour la migration vers Microsoft 365 et la numérisation des documents de l'AEC pour renforcer les systèmes de conservation et de gestion des dossiers de l'AEC.

Recrutement

Tous les postes vacants ont été annoncés et des entretiens ont eu lieu pour plusieurs postes au sein de l'organisation. Pour la période sous revue, l'organisation a été en mesure de combler les postes vacants suivants:

- Chargé(e) de communication
- Conseillère - Direction, Réduction des risques de catastrophe Environnement et mer des Caraïbes.
- Directrice - Coopération et Mobilisation des ressources
- Assistante de recherche - Bureau du Secrétaire Général

Au cours du dernier trimestre de l'année, plusieurs postes sont devenus vacants en raison de la fin de contrats et de démissions, comme suit:

- Gestionnaire financier
- Assistant administratif - Réduction des risques de catastrophe Environnement et mer des Caraïbes
- Responsable des Ressources Humaines
- Directrice - Commerce et Développement durable
- Conseiller - Coopération et Mobilisation des Ressources
- Conseiller - Commerce et Développement durable
- Chargé(e) de communication

Les postes de conseiller politique et d'assistant d'unité - Conférence et protocole sont également vacants. Ils ont fait l'objet d'une publication antérieure, mais aucune candidature appropriée n'a été reçue. Ce dernier poste a depuis fait l'objet d'un nouvel appel d'offres.

Consultants

Il y a actuellement quatre consultants engagés à l'AEC et affectés comme suit:

- Bureau du Secrétaire Général
- Commerce et Développement durable
- Coopération et Mobilisation des Ressources
- Projet KOICA

Le contrat du consultant parajuriste a pris fin en novembre 2022, pourtant un consultant parajuriste sera engagé à partir de janvier 2023.

Formation

Le personnel continue à recevoir des formations et à assister à des séminaires virtuels, sur des sujets pertinents pour le travail de l'AEC, afin de continuer à renforcer les capacités pour mener à bien le travail de l'organisation de manière efficace.

Les membres du personnel sont actuellement engagés dans un exercice de stratégie interne mené par le Secrétaire Général.

Stage

En collaboration avec l'Université des Indes occidentales- Gestion du tourisme et de l'hospitalité, l'AEC a accueilli une stagiaire qui a été affecté à la Direction du Commerce et du Développement durable.

En outre, pour la première fois depuis la pandémie de COVID-19, l'organisation a été en mesure de poursuivre sa collaboration avec le mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes dans les Caraïbes (CCRIF, pour son sigle en anglais) et deux stagiaires ont été accueillis en personne au sein de la Direction de la Réduction des risques de catastrophes, de l'Environnement et de la Mer des Caraïbes.

Dans les deux cas, les stagiaires ont été retenus par l'AEC pour utiliser leurs services au sein de l'organisation.

Autre

Les réglementations COVID-19 qui ont été développées en 2020 ont été amendées en accord avec les réglementations du Ministère de la Santé à Trinidad-et-Tobago et les coûts supplémentaires pour tester le personnel non vacciné à l'AEC ont été éliminés.

2. LES DIRECTIONS

2.1 DIRECTION POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

2.1 DIRECTION POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Au cours de la période considérée, la Direction a continué à naviguer dans un environnement incertain, caractérisé par des perturbations dues à la pandémie et d'autres problèmes géopolitiques. Les événements mondiaux continuent de prolonger les incertitudes et les défis dans les secteurs productifs dans le cadre de la prévision de la Direction. Dans ce contexte, l'adoption d'une approche agile et flexible de la planification du travail est devenue nécessaire pour avancer dans la mise en œuvre des programmes de travail.

La Direction a continué à exécuter son mandat dans les trois domaines d'intérêt - tourisme durable, commerce et transport - et a recalibré son travail pour se concentrer sur les questions émergentes afin de répondre adéquatement aux besoins des membres. À cet égard, la Direction a engagé un certain nombre de partenaires stratégiques pour identifier et développer un travail de collaboration. Voici quelques-unes des parties prenantes engagées au cours de la période, d'autres engagements de parties prenantes étant soulignés dans les domaines d'intérêt respectifs de la Direction :

- i. **Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)** - La Direction du commerce et du développement durable, en collaboration avec la Direction de la coopération et de la mobilisation des ressources, a rencontré des représentants du programme TrainforTrade de la CNUCED afin d'identifier les synergies potentielles avec son programme de renforcement des capacités commerciales. Au cours de cette réunion avec la CNUCED, la Direction a souligné les domaines prioritaires de renforcement des capacités pour les membres de l'AEC et il y a eu une opportunité immédiate de collaborer à l'élaboration d'un cours sur le commerce numérique. La Direction a aidé la CNUCED à réaliser une évaluation des besoins pour développer ledit cours et facilité la participation des Membres au cours des coordonnateurs nationaux pour la facilitation des échanges.
- ii. **Commission centraméricaine du transport maritime (COCATRAM)** - L'AEC, par le biais de la Direction du commerce et du développement durable, a organisé plusieurs réunions avec la COCATRAM afin de finaliser un protocole d'accord (MoU) pour un partenariat continu.
- iii. **Secrétariat pour l'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA)** - La Direction a continué à explorer son partenariat avec le SIECA et a entamé des discussions pour explorer les domaines potentiels de collaboration continue qui seront couverts par un protocole d'accord actualisé. Des représentants du SIECA ont également présenté une mise à jour du travail accompli pour développer le Plan de mobilité et de logistique de l'Amérique centrale 2035, qui présente de nombreux parallèles avec des projets spécifiques du Programme de travail sur le transport de l'AEC.
- iv. **Banque interaméricaine de développement (BID)** - La Direction a eu des discussions avec des représentants de la BID en vue de la soumission d'une proposition de projet sur le développement des MPME à l'appel à propositions 2022 de la BID sur le Bien public régional (BPR). En août 2022, l'AEC a reçu l'approbation du projet et a

reçu 720 000 USD pour le développement et la mise en œuvre du projet. La Direction travaille actuellement avec l'équipe de la BID pour élaborer les documents de coopération technique (CT) pertinents.

- v. **Autres engagements** - La Direction a virtuellement représenté l'AEC à un certain nombre de réunions internationales et de réunions de partenaires, à savoir le cours court sur le commerce et l'économie bleue organisé par le Centre Shridath Ramphal de l'Université des Antilles (UWI) et le 7e Forum international des villes et des plateformes logistiques organisé au Panama.

Les principales réalisations dans les domaines thématiques relevant de la compétence de la Direction pour la période avril-décembre 2022 sont détaillées ci-dessous. Les travaux de la Direction seront exposés plus en détail dans les rapports des présidents des différents comités spéciaux qui orientent les travaux dans les domaines thématiques mis en évidence ci-dessous.

2.1.1. TOURISME DURABLE

Les actions adoptées dans le cadre du programme de travail sur le tourisme durable se sont concentrées sur l'identification et la mise à profit des opportunités pour reconstruire un secteur touristique plus fort. Conformément à l'impératif de construction de la durabilité dans l'industrie du tourisme, les actions entreprises se sont concentrées sur l'harmonisation des considérations sociales, économiques et environnementales dans le développement des expériences des visiteurs et ont donné la priorité à l'adoption des meilleures pratiques de gestion de crise. En particulier, les principaux objectifs de ces initiatives étaient les suivants :

- a. Communiquer la proposition de valeur du tourisme en tant que levier de la relance économique ;
- b. Promouvoir la coopération et la collaboration de l'industrie ;
- c. Renforcer la résilience et partager les meilleures pratiques de relance ;
- d. Renforcer l'image de marque du tourisme régional ;
- e. Mobiliser des ressources pour renforcer la résilience du tourisme

Les activités spécifiques mises en œuvre par la Direction sont notées ci-dessous :

i. Finalisation des documents de concept de projet (PCD) pour le tourisme durable

Un dossier de projet pour le projet de transformation numérique de l'industrie touristique de la Grande Caraïbe ainsi que les termes de référence du Comité directeur de la Zone de tourisme durable de la Grande Caraïbe (ZTDC) ont été approuvés lors de la 33e réunion du Comité spécial sur le tourisme durable. La diffusion d'une demande d'information (RFI) est en attente pour compléter le budget de ce projet.

ii. Recherche sur le tourisme

Depuis la conclusion officielle des négociations avec l'Université George Washington (GWU) pour entreprendre une étude d'impact sur la gouvernance des destinations COVID-19, les travaux ont été reprogrammés pour commencer en octobre 2022 en raison de l'évolution des calendriers universitaires et de la disponibilité limitée des chercheurs diplômés. La publication finale est prévue pour mai 2023. Conformément à la portée initiale de la lettre d'entente, la publication devrait révéler des modèles testés par l'industrie pour la protection de la gouvernance du tourisme pendant les crises.

En outre, dans le cadre du projet d'observatoire de l'AEC, la Direction a également entamé des recherches pour identifier les indicateurs et les sources de données du tourisme durable.

2.1.1.1 Renforcement des capacités dans le secteur du tourisme

i. 1er Atelier sur la durabilité sociale et environnementale

Conformément à la vision adoptée dans le Plan d'action 2022-2028 de l'AEC, la Direction a conceptualisé un atelier pour les parties prenantes du tourisme dans le domaine de la durabilité sociale et environnementale. L'atelier est proposé sous le thème "*De la théorie à la pratique - Moderniser les perspectives touristiques de la Grande Caraïbe*". Les experts du tourisme devraient explorer les stratégies et les meilleures pratiques pour améliorer la durabilité des destinations régionales. Le Secrétariat a notamment obtenu le soutien technique du Bureau sous-régional des Caraïbes du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de GLP Films, tous deux reconnus comme des experts mondiaux dans ce domaine. Bien qu'elle ait été initialement prévue pour octobre 2022, cette activité a été reportée à 2023 en raison d'engagements concurrents et pour garantir la participation de tous les partenaires.

ii. Projet AEC-RESEMBID « Faire progresser la collaboration en tant que stratégie pour renforcer la résilience du tourisme en cas de crise dans les PTOM de la Grande Caraïbe »

En décembre 2021, l'AEC a commencé la mise en œuvre du projet « *Faire progresser la collaboration en tant que stratégie pour renforcer la résilience du tourisme en cas de crise dans les PTOM de la Grande Caraïbe* » financé par le programme RESEMBID (Resilience, Sustainable Energy and Marine Biodiversity) COVID-19 Resilience Response Facility. L'amélioration des capacités d'atténuation et de gestion de la contagion dans l'industrie du tourisme des trois pays bénéficiaires (Bonaire, Curaçao et Sint Maarten) est l'un des principaux domaines d'intervention. Jusqu'à présent, la Direction a engagé des consultants en communication et en suivi, évaluation, responsabilité et apprentissage (MEAL). L'évaluation des propositions visant à élaborer et à rendre opérationnel un guide des meilleures pratiques en matière de gestion des scénarios de contagion dans les PTOM de la Grande Caraïbe est actuellement en cours. Les termes de référence pour le développement d'un outil de recherche de contacts ont été rédigés et approuvés et devraient être publiés en novembre 2022.

2.1.1.2 Engagement, consultation et approbation des membres

i. IIe Réunion du Bureau exécutif du Comité spécial sur le tourisme durable

La 2nd IIe Réunion du Bureau exécutif du Comité spécial sur le tourisme durable s'est tenue virtuellement le 2 juin 2022 et a été présidée par Dr. Anasha Campbell, ministre de l'Institut nicaraguayen du tourisme (INTUR) de la République du Nicaragua en sa qualité de Présidente. Les membres du Bureau exécutif ont été informés de la structure et des fonctions de la Direction et du Comité spécial sur le Tourisme durable, ainsi que des domaines programmatiques mandatés pour lesquels ils ont une supervision. La présentation faite par la Direction s'est concentrée sur les rôles et responsabilités du Bureau exécutif et du Mécanisme de coordination, ainsi que sur la relation et les contributions attendues du Comité spécial avec les autres organes statutaires de l'AEC. La présentation comprenait également un rapport d'avancement sur le programme de travail 2021-2022 sur le tourisme durable.

ii. XXXIIIe Réunion du Comité spécial sur le tourisme durable

La XXXIIIe réunion du Comité spécial sur le tourisme durable s'est tenue le mardi 30 août 2022 par vidéoconférence, et a été présidée par le Dr Anasha Campbell, ministre de l'Institut nicaraguayen du tourisme (INTUR) de la République du Nicaragua, en sa qualité de président du Comité spécial sur le tourisme durable de l'AEC. Au cours de la première session de la réunion, la session des parties prenantes avec le tourisme s'est concentrée sur la réactivation du tourisme. Les experts des organisations suivantes ont fait des interventions au cours de cette session : Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et la Caraïbe (UNECLAC), iUrban et l'Association hôtelière et touristique de la Caraïbe (CHTA). La session de travail à huis clos qui s'est tenue pendant la seconde moitié de la réunion s'est concentrée sur la planification stratégique des actions de l'AEC en matière de tourisme durable, guidée par le Plan d'action 2022-2028 de l'AEC. La réunion a également approuvé le programme de travail 2023 sur le tourisme durable, le plan de mise en œuvre du tourisme durable, le dossier de projet sur la transformation numérique et le projet de mandat du Comité directeur de l'AEC.

iii. VIIe Réunion du Mécanisme de coordination

S.E Anasha Campbell, présidente du Comité spécial sur le tourisme durable, a fait une présentation sur les domaines prioritaires liés au tourisme durable tels que reflétés dans le Plan d'action 2022-2028 de l'AEC. Dans son intervention, elle a souligné les principaux projets et activités prévus dans le cadre du programme de travail 2023 sur le tourisme durable. Elle a mis l'accent sur l'organisation de l'événement touristique de haut niveau en 2023 et sur le projet de l'AEC « Faire progresser la collaboration en tant que stratégie pour renforcer la résilience du tourisme en cas de crise dans les PTOM de la Grande Caraïbe », financé dans le cadre du dispositif d'intervention RESEMBID Covid-19.

2.1.1.3 Partenariats et Alliances

i. LXVIIe réunion de la Commission régionale des Amériques de l'OMT

L'AEC a été invitée en tant que paneliste spécial à la 67ème réunion de la Commission régionale des Amériques de l'OMT en Uruguay du 19 au 21 mai 2022. Le Conseiller pour le Commerce et le Développement durable a représenté l'AEC et a fait une présentation sur les "Perspectives de la Grande Caraïbe sur le développement de politiques et de législations pour la protection des touristes et la gestion des crises dans les situations d'urgence". En outre, le Conseiller a participé à une table ronde de haut niveau sur les politiques touristiques et a offert aux agences de développement un aperçu (a) des perspectives de développement touristique à court terme, (b) des priorités de la Grande Caraïbe pour la reprise et la résilience, et (c) des obstacles pour accélérer la reprise et renforcer la résilience.

ii. 4ème réunion des agences partenaires stratégiques du tourisme

Le 30 juin 2022, la Direction a accueilli la 4ème réunion des agences partenaires régionales stratégiques dans le domaine du tourisme afin de promouvoir une coordination et une coopération continues dans la relance du tourisme régional. Des représentants de

l'Organisation du tourisme des Caraïbes (CTO), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) ont assisté à la réunion. Des invitations ont également été adressées au Secrétariat d'intégration du tourisme en Amérique centrale (SITCA), à l'Agence centraméricaine du tourisme (CATA) et à l'Organisation des États américains (OEA) qui n'ont pas pu y assister.

iii. Participation au Forum de haut niveau de l'Organisation des États américains (OEA)

Les 20 et 21 juillet 2022, la Direction a participé au Forum de haut niveau de l'OEA sur la politique de renforcement de la résilience aux catastrophes des petites entreprises touristiques (STE) dans les Caraïbes afin de mieux comprendre les besoins des opérateurs. La discussion a mis en évidence les préoccupations concernant le soutien au rétablissement financier, la planification de la continuité des activités et la planification des crises. À partir des informations recueillies, la Direction a décidé d'étendre son programme de renforcement des capacités afin de répondre aux préoccupations susmentionnées.

2.1.2 DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET RELATIONS ÉCONOMIQUES EX-TÉRIEURES

Alors que la Direction continue à assurer des alliances stratégiques dans le but de faire progresser le commerce dans une ère post-pandémique, certains domaines d'intérêt particuliers ont été priorisés. Compte tenu du contexte actuel caractérisé par une forte demande des consommateurs, des pressions inflationnistes et l'accélération de la numérisation, la Direction du commerce et du développement durable continue de répondre aux besoins des pays membres par le biais d'activités et de projets de développement du commerce qui exploitent les avantages compétitifs régionaux pour construire un écosystème commercial fort et résilient. Les progrès réalisés dans le cadre de ces activités sont consignés ci-dessous :

i. Finalisation des documents de concept de projet (DCP) pour le commerce

Un dossier de projet pour le projet de transformation numérique pour la promotion de la compétitivité commerciale dans la Grande Caraïbe et le projet de cadre stratégique pour l'expansion économique de l'économie océanique de la Grande Caraïbe ont été approuvés lors de la 37e réunion du Comité spécial sur le développement du commerce et les relations économiques extérieures. La diffusion d'une demande d'information (RFI) est en cours pour compléter le budget de ces projets. Afin de mettre pleinement en œuvre ces projets, la Direction continue d'utiliser ces CPD comme base pour renforcer les efforts de mobilisation des ressources et le portefeuille de partenariats de l'organisation.

ii. 15ème Forum des entreprises de la Grande Caraïbe

En février 2022, le Secrétariat de l'AEC a reçu une communication officielle de la République du Guatemala confirmant son intérêt et son engagement à accueillir le 15e Forum des entreprises de la Grande Caraïbe. Depuis lors, la Direction a mené plusieurs séances de travail avec les points focaux pertinents au Guatemala afin de convenir de dates et d'activités provisoires, d'échanger des idées initiales et des attentes pour l'événement et de commencer les préparatifs de l'événement. En conséquence, un projet de note conceptuelle a été élaboré et est actuellement en cours de finalisation avec le pays hôte. Après de nombreuses consultations entre le Secrétariat de l'AEC et les organisateurs au Guatemala, il a été convenu que le 15e Forum d'affaires serait accueilli les 9 et 10 mai 2023 en tant qu'événement préalable au Sommet et à la Conférence de coopération de l'AEC. La Direction continue de travailler avec le Guatemala pour commencer à promouvoir et à commercialiser l'événement et s'associera à d'autres agences régionales de promotion des investissements et du commerce pour assurer la participation des entreprises de toute la région.

iii. Promouvoir le développement et la compétitivité des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans la Grande Caraïbe

Le document de conception de projet (PCD) sur le développement et la compétitivité des MPME approuvé lors de la 35e réunion du Comité spécial sur le développement du commerce et les relations économiques extérieures a constitué la base d'une proposition de projet élaborée et soumise à l'appel à propositions de la Banque interaméricaine de développement (BID) sur les biens publics régionaux (RPG) en mai 2022. L'objectif global du projet est de promouvoir le développement des chaînes de valeur et des MPME dans la Grande Caraïbe, en particulier dans les secteurs du tourisme communautaire, de l'industrie créative et du secteur agroalimentaire. Les pays membres de l'AEC qui sont également des pays membres emprunteurs (PME) de la BID ont été engagés et, à ce titre, l'AEC a reçu des lettres d'engagement de la Barbade, du Belize, de la Jamaïque, du Honduras, du Nicaragua et de Trinité-et-Tobago. En août 2022, l'AEC a reçu une approbation conditionnelle pour le projet et a reçu 720 000 USD pour le développement et la mise en œuvre du projet. Le travail de la Direction et de l'équipe RPG de la BID est actuellement en cours pour compléter les documents de coopération technique (CT).

2.1.2.1 Engagement, consultation et approbation des membres

i. II^e Réunion du Bureau Exécutif du Comité spécial sur le développement du commerce et relations économiques extérieures

La 2^{ème} réunion du Bureau exécutif du Comité spécial de l'AEC sur le développement du commerce et des relations économiques extérieures s'est tenue virtuellement le 8 juin 2022 et a été présidée par S.E. l'Ambassadeur Gerardo Torres Zelaya, Sous-secrétaire d'État aux Affaires de politique étrangère de la République du Honduras, en sa qualité de Président du Bureau exécutif. La Direction a informé les membres du Bureau exécutif de leur rôle et de leurs fonctions dans l'exécution du programme de travail pour le développement du commerce et les relations économiques extérieures, ainsi que des principales tâches du Comité spécial et du mécanisme de coordination. Le Président du Bureau exécutif a souligné les actions prioritaires à entreprendre durant sa présidence et a confirmé que ses priorités étaient en accord avec le Programme de travail sur le commerce.

ii. La XXXVII^e Réunion du Comité spécial pour le développement du commerce et les relations économiques extérieures

La XXXVII^e Réunion du Comité spécial pour le développement du commerce et des relations économiques extérieures s'est tenue virtuellement le 25 août 2022 et a été présidée par S.E. l'Ambassadeur Gerardo Torres Zelaya, Sous-Secrétaire d'État aux affaires de politique étrangère de la République du Honduras, en sa qualité de Président du Bureau exécutif du Comité spécial. Au cours de la première session de la réunion, une session de parties prenantes a été organisée afin que les experts du commerce aient l'opportunité de partager des idées précieuses sur l'état actuel de l'industrie et son impact sur la Grande Caraïbe. Des experts des organisations suivantes sont intervenus au cours de cette session : Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (UNECLAC), Alliance mondiale pour la facilitation du commerce, Digital Trade Network (DTN) et Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). La session de travail à huis clos qui s'est tenue pendant la seconde moitié de la réunion

s'est concentrée sur le rapport des réalisations et des initiatives exécutées pendant la période 2021-2022 et sur une présentation du Programme de travail sur le commerce et du Plan de mise en œuvre de l'AEC élaborés pour atteindre les objectifs de développement du commerce décrits dans le Plan d'action de l'AEC pour 2022-2028. Le Programme de travail 2022-2023 et le Plan de mise en œuvre pour le développement du commerce et les relations économiques extérieures qui l'accompagnent ont été avalisés et approuvés par les membres.

iii. VII^e Réunion du Mécanisme de coordination

En sa qualité de président du Comité spécial sur le développement du commerce et les relations économiques extérieures, S.E. Gerardo Torres Zelaya a fait une présentation sur les actions stratégiques en matière de commerce émanant du Plan d'action de l'AEC qui régissent les projets et initiatives proposés dans le Plan de mise en œuvre pour le commerce. Il a également donné un aperçu des projets et activités qui seront prioritaires au cours de sa présidence, à savoir l'organisation du 15^e Forum des entreprises de l'AEC au Guatemala, la numérisation, la recherche commerciale, le développement des MPME, la facilitation du commerce et les initiatives de renforcement des capacités.

2.1.2.2 Renforcement des capacités commerciales et autres questions pertinentes

i. Journée mondiale des MPME 2022

Pour la Journée mondiale des MPME 2022, l'AEC, par le biais de la Direction du commerce et du développement durable, a collaboré avec le Centre Shridath Ramphal (SRC) de l'Université des Antilles (UWI) et l'Agence de développement des exportations de la Caraïbe pour organiser une campagne de médias sociaux d'une semaine qui s'est terminée par un déjeuner-causerie sur le thème " Le pouvoir des petits : le rôle important des MPME dans la performance économique ". Le "Lunch Time Chat" en particulier a permis des discussions robustes et stimulantes sur les MPME en tant qu'épine dorsale de l'activité économique dans la région. Les partenaires régionaux suivants ont participé à la discussion : Jamaica's Promotion Cooperation (JAMPRO), Baron Foods Ltd et UWI Cave Hill Campus. Plus de 150 participants se sont connectés et ont activement participé à ce webinaire.

2.1.3 LE TRANSPORT

L'AEC reconnaît que la connectivité du transport dans la Grande Caraïbe est la pierre angulaire du développement économique. Les perturbations induites par la pandémie dans le secteur du transport dans la Grande Caraïbe ont aggravé le dilemme régional de la connectivité limitée du transport. Les défis et les opportunités de ce changement de paradigme dans la planification du transport doivent être soigneusement examinés afin que l'écosystème du transport de la Grande Caraïbe devienne plus connecté et équipé pour soutenir les chaînes de valeur et l'activité commerciale régionales. Dans cette optique, le programme de travail de l'AEC pour le développement du transport régional a été élaboré pour aider les pays membres à adopter des approches, des outils et des méthodologies adaptés à ces besoins évolutifs du secteur du transport régional.

i. Finalisations du DCP pour les projets de transport

Un dossier de projet pour la *Transformation numérique du secteur des transports dans la Grande Caraïbe* a été approuvé lors de la 31e réunion du Comité spécial des transports. La diffusion d'une demande d'information (RFI) est en attente pour compléter le budget de ce projet.

ii. Cartes des routes maritimes de la Grande Caraïbe

L'AEC continue à soutenir la maintenance de la plateforme des Cartes des Routes Maritimes gérée par COCATRAM. Le Secrétariat couvre les frais de licence annuels de cette plateforme et participe à son comité de pilotage. Le 28 juillet 2022, la Direction du Commerce et du Développement durable a participé à une réunion avec COCATRAM pour évaluer la performance et les analyses des utilisateurs de la plateforme. Les données ont démontré une forte fréquentation du site par les utilisateurs de la région et de l'extérieur.

iii. Stratégie pour le transport maritime et la logistique

La Direction du commerce et du développement durable a reçu une étude achevée en juin 2022 par la CEPALC sur les « *Apports pour la future Stratégie maritime de la Grande Caraïbe* ». L'étude présente des arguments solides en faveur d'une coopération régionale et sectorielle renforcée en matière de transport maritime et d'opérations d'expédition dans les ports à conteneurs et couvre 77 ports du bassin des Caraïbes, du Golfe et de la côte Pacifique du Panama. Elle fournit une analyse quantitative de certains des facteurs clés qui influencent la compétitivité d'un port et une évaluation complète de la présence des opérateurs de terminaux mondiaux dans les Caraïbes, de la part des exportations, des importations, de la performance et de la connectivité des ports, ainsi que d'autres recommandations liées à la gestion des perturbations dans le secteur des transports causées par la pandémie COVID-19.

iv. Réseau régional de ferries

La CEPALC a achevé en juin 2022 une étude de faisabilité d'un réseau régional de ferries.

Basée sur une analyse des données de l'offre et de la demande, l'étude identifie trois hubs potentiels - Caucedo, Sainte-Lucie et Port of Spain - et quatre routes potentielles :

1. Rotation 1 - départ de Caucedo, République dominicaine, à destination de Castries, Sainte-Lucie, via les îles Vierges britanniques, la Dominique et Saint-Barthélemy.
2. Rotation 2 - départ de Sainte-Lucie à destination de Port of Spain, Trinidad et Tobago, avant de faire escale dans les îles de la Barbade, de la Grenade et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines.
3. Rotation 3 et 4 - Les troisième et quatrième rotations proposées utilisent le hub de Port of Spain pour intégrer le Suriname et la Guyane dans la direction du sud, tandis que dans l'autre direction, elles intègrent la Colombie, Aruba, Curaçao et Bonaire.

Les partenariats public-privé (PPP) sont reconnus dans l'étude comme un moyen viable d'attirer le soutien du secteur privé pour l'investissement et l'exploitation. À cet égard, la Direction travaillera à l'élaboration d'un cadre pour le développement d'un PPP régional pour soutenir ce projet.

2.1.3.1 Renforcement des capacités

i. Webinaire sur le transport multimodal

Depuis mai 2022, la Direction travaille en étroite collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID) pour conceptualiser et exécuter un webinaire sur le transport multimodal. Ce webinaire vise à aborder les solutions de transport multimodal qui peuvent être exploitées pour améliorer la connectivité régionale et permettre aux pays de tirer parti de la proximité physique entre les marchés régionaux afin de répondre aux besoins des entreprises et des consommateurs. Le concept a été développé avec la contribution d'experts en transport de la BID et était provisoirement prévu pour octobre 2022. Toutefois, en raison d'engagements concurrents et d'activités accueillies par le Secrétariat de l'AEC au cours de cette période, cette activité sera reprogrammée.

ii. Conférence sur la connectivité de l'AEC

La Direction, avec les conseils du président du Comité spécial sur le transport, a élaboré un concept pour accueillir la première Conférence de l'AEC sur la connectivité sous le thème de travail « *Surmonter les vulnérabilités et les défis : Repenser la connectivité du transport dans la Grande Caraïbe* ». L'événement devrait avoir lieu au cours du premier trimestre de 2023 en Martinique. Parmi les sujets soumis à la discussion figurent les solutions intelligentes pour la connectivité des transports, la réduction des écarts de connectivité et les solutions de transport multimodal qui peuvent contribuer à améliorer la livraison du dernier kilomètre dans la région.

2.1.3.2 Partenariats et alliances stratégiques

- i. La Direction du commerce et du développement durable a représenté l'AEC au *Webinaire des parties prenantes de l'OMI Carib-SMART* qui s'est tenu virtuellement le 11 août 2022. Le webinaire était axé sur le transport maritime durable, au cours duquel des experts de l'industrie ont offert des informations qui ont permis aux parties

prenantes d'identifier les problèmes qui y sont liés. La Direction a présenté le programme de travail sur le transport, au cours duquel, des domaines tels que la transformation numérique, l'établissement d'un réseau régional de ferries, le développement des ports et le transport maritime et la logistique ont été abordés, démontrant comment l'AEC peut soutenir le projet Carib SMART.

- ii. La Direction du commerce et du développement durable a participé en tant que panéliste au webinaire de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), « *Études sur l'impact réglementaire des accords de services aériens pour la promotion de la libéralisation du marché du transport aérien en Amérique latine et dans les Caraïbes* ». Organisé le 13 septembre 2022, le webinaire a facilité les discussions sur les avantages de la réglementation et de la libéralisation des marchés aériens dans la région de la Grande Caraïbe. La Direction a présenté l'impact potentiel des accords de services aériens dans la région, analysant les principaux défis auxquels l'industrie est confrontée tout en positionnant le travail de l'AEC et son accord de services aériens comme une mesure potentielle pour stimuler la croissance et encourager l'efficacité opérationnelle.
- iii. L'AEC, représentée par le Secrétaire général et la Direction du Commerce et du Développement durable, a participé au *7ème Forum international des villes et des plateformes logistiques* qui s'est tenu à Panama du 18 au 20 octobre 2022. La direction a effectué des recherches et préparé une présentation sur l'économie bleue et les partenariats public-privé (PPP), qui a été présentée par le secrétaire général. La présentation a mis l'accent sur le potentiel de cette industrie qui peut être mis en œuvre grâce aux PPP. Cette conférence a également été l'occasion de rencontrer des acteurs clés du secteur des transports, dont GeorgiaTech, pour discuter d'une éventuelle collaboration.
- iv. La Direction a continué à exécuter le mandat de l'AEC et a recalibré son travail pour se concentrer sur les questions émergentes afin de répondre adéquatement aux besoins des membres de l'AEC. A cet égard, la Direction a engagé un certain nombre de partenaires stratégiques pour identifier et développer un travail de collaboration. Voici quelques-unes des parties prenantes engagées au cours de la période :
 - **Réunion avec l'OMI** : Le Secrétariat de l'AEC, par le biais de la Direction du Commerce et du Développement durable et de la Direction de la Coopération et de la Mobilisation des ressources, a tenu une réunion le 13 juillet 2022 avec l'Organisation maritime internationale (OMI) pour discuter du projet Carib-SMART en cours. Ce projet est axé sur le développement durable des ports dans les petits États insulaires en développement (PEID). La phase d'évaluation des besoins du projet est en cours et les représentants de l'OMI ont proposé de partager les données et les résultats de l'évaluation avec l'AEC.
 - **Réunion avec l'Alliance des Caraïbes** : Conformément à l'engagement de l'AEC de capitaliser sur les synergies et les partenariats avec les partenaires de

développement régionaux et internationaux, la Direction du commerce et du développement durable a organisé une réunion avec des représentants du ministère du Développement économique de Curaçao et de l'Office du tourisme de Curaçao en mai 2022. L'objectif de la réunion était de faire le suivi d'une proposition de projet de collaboration au projet de l'Alliance pour le transport aérien dans les Caraïbes auprès de l'AEC. Considérant la stratégie de connectivité aérienne dans le programme de travail sur les transports, la Direction a participé à cette réunion et a reconnu les nombreuses synergies et opportunités de développer une proposition de projet conjointe.

2.1.3.3 Engagement, consultation et approbation des membres

i. Ile Réunion du Bureau exécutif du Comité spécial sur le transport

La 2ème Réunion du Bureau exécutif du Comité spécial sur le transport de l'AEC s'est tenue virtuellement le 7 juin 2022 et a été présidée par S.E. M. Serge Letchimy, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de la Martinique, qui a représenté la Martinique en sa qualité de Président du Comité Spécial sur le Transport de l'AEC. La Direction du Commerce et du Développement durable de l'AEC a informé les participants à la réunion sur le rôle de la Direction, le rôle respectif de chaque membre du Bureau exécutif du Comité spécial sur le transport, le programme de travail en cours relatif au transport et la planification du programme de travail de l'AEC sur le transport en 2023. Le président du Bureau exécutif a souligné les actions prioritaires à entreprendre pendant la présidence de la Martinique.

ii. XXXI^e réunion du Comité spécial sur le transport

La XXXI^e réunion du Comité spécial sur le transport s'est tenue par vidéoconférence le mardi 23 août 2022, et a été présidée par Mme Sandra Casanova, conseillère à l'Assemblée de Martinique de la Collectivité territoriale de Martinique, en qualité de présidente du Comité spécial sur le transport de l'AEC. La réunion comprenait une session sectorielle des parties prenantes qui s'est concentrée sur des domaines thématiques clés tels que la coopération régionale dans l'industrie du transport, la durabilité des ports et la numérisation. Des experts des organisations suivantes sont intervenus au cours de cette session : CEPALC, Association de gestion portuaire des Caraïbes (PMAC), OMI, OACI, COCATRAM et le Réseau fédéré d'échange d'informations sur la logistique du futur. La session de travail à huis clos durant la seconde moitié de la réunion s'est concentrée sur le rapport des réalisations et des initiatives exécutées durant la période 2021-2022 et une présentation du programme de travail sur le transport et du plan de mise en œuvre de l'AEC élaborés pour atteindre les objectifs de développement du transport décrits dans le plan d'action de l'AEC pour 2022-2028.

iii. VII^{ème} Réunion du Mécanisme de Coordination

Au cours de cette réunion, Mme Sandra Casanova, en sa qualité de présidente du Comité spécial sur le transport, a fait une présentation sur les actions stratégiques en matière de transport émanant du Plan d'action de l'AEC. Elle a également donné un aperçu des projets et activités qui seront prioritaires pendant son mandat de présidente, à savoir l'organisation d'une conférence régionale sur la connectivité, la promotion de l'investissement dans les infrastructures de transport et le renforcement des réseaux de transport multi-modal dans la Grande Caraïbe.

2. 2. DIRECTION POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES, L'ENVIRON- NEMENT ET LA MER DES CARAÏBE

2.2.1 REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

La mer des Caraïbes est reconnue au niveau international comme une zone de biodiversité unique et un écosystème extrêmement fragile qui nécessite la mise en œuvre d'initiatives régionales visant à promouvoir la conservation et la gestion durables des ressources côtières et marines, y compris l'examen du concept de la mer des Caraïbes en tant que zone spéciale dans le contexte du développement durable, y compris sa désignation en tant que telle, sans préjudice du droit international. Il est donc nécessaire de promouvoir la conservation de la mer des Caraïbes par le biais d'outils tels que la coopération internationale et les politiques favorisant le développement durable, et de faire en sorte que les partenaires de développement régionaux et internationaux concernés collaborent pour formuler et mettre en œuvre les initiatives de la région.

Dans la région des Caraïbes, nous vivons et opérons dans un environnement à risques multiples. Cela a été clairement illustré en 2021 et 2022, lorsque la région a connu des événements simultanés et en cascade, notamment des cyclones tropicaux, des inondations, des sécheresses, une activité volcanique et des tremblements de terre, le tout dans le contexte de la pandémie COVID-19. Ces événements ont entraîné des déplacements importants, des décès, des blessures, des pertes matérielles et ont paralysé des économies régionales déjà fragiles.

En outre, le changement climatique constitue une menace sérieuse pour le bien-être humain dans la région. Selon le rapport de l'Organisation météorologique mondiale intitulé "État du climat en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2021", la région des Caraïbes est confrontée à des conditions météorologiques extrêmes et au changement climatique, qui peuvent causer des dommages irréversibles et mettre en danger des vies et des moyens de subsistance. La récente dévastation causée par le passage des ouragans Ian et Julia en est un rappel brutal.

LES CHANGEMENTS DE LA DIRECTION

La direction a connu des changements de personnel en avril, août et septembre 2022. Le 25 avril, Mme Cherisse Braithwaite-Joseph a pris le poste de conseillère à la Direction. Mme Sharane Mohammed a démissionné de son poste d'assistante administrative et a quitté son poste le 25 août 2022. Ce poste a été temporairement occupé par Mme Gina Cabrera-Tilokee pour la période du 1er au 30 septembre. La procédure de recrutement pour pourvoir ce poste a été conclue et le poste sera occupé par Mme Samantha Snaggs le 3 janvier 2023.

En août, la Direction a accueilli deux stagiaires de la Caribbean Catastrophe Risk Insurance Segregated Portfolio Company (CCRIF SPC). Justyn Alexander a commencé son stage le 2 août et Jamala Alexander a commencé le 18 août. Justyn Alexander a terminé son stage CCRIF SPC le 7 octobre et continuera à travailler comme stagiaire AEC pour la période du 10 octobre au 16 décembre. Jamala Alexander a terminé son stage au CCRIF SPC le 26 octobre. Alexia Sylvester a également été stagiaire du 28 novembre au 16 décembre.

LES ENJEUX

Actuellement, la direction se compose de la directrice, de la conseillère, de deux assistantes de recherche et d'un chef de projet, ce dernier étant contracté pour le projet Costas Arenosas. En outre, en l'absence de l'assistant administratif, la direction ne fonctionne pas à pleine capacité.

En même temps, l'intérêt pour les domaines de la réduction des risques de catastrophes et de l'environnement continue de croître en raison de la préoccupation mondiale croissante pour le changement climatique et d'autres questions liées aux risques. À ce titre, la Direction participe activement à divers événements régionaux, ce qui a amélioré nos

chances de recevoir davantage d'invitations à participer à divers projets et initiatives régionaux et internationaux.

Dans ce contexte, la direction cherche à maximiser ses ressources limitées pour mettre en œuvre les projets et activités en cours qui répondent aux risques naturels récurrents, tout en établissant des partenariats stratégiques pertinents, s'attaquer aux problèmes de risques actuels et futurs, afin d'apporter une valeur ajoutée à nos membres.

2.2.1 La Réduction des Risques de catastrophes (RRC)

Reunions RRC:

- **Réunion avec le Bureau des Nations Unies Pour la Réduction des Risques De Catastrophe (UNDRR)** - Cette réunion s'est tenue le 9 mai 2022 avec des représentants de l'UNDRR et a été animée par le Bureau de Préparation et de Gestion des Catastrophes de Trinité-et-Tobago (ODPM TT). Les participants ont discuté des moyens par lesquels l'AEC et l'UNDRR pourraient collaborer concernant les systèmes d'alerte précoce et les risques climatiques dans la région de la Grande Caraïbe.
- **Partenariats pour les services météorologiques, hydriques et climatiques, alerte précoce et action anticipative pour accroître la résilience** - Cette réunion s'est tenue le 13 mai 2022. La Directrice a rencontré le représentant de l'Organisation Météorologique Mondiale pour l'Amérique du Nord et l'Amérique Centrale, M. Rodney Martínez Güingla et d'autres parties prenantes régionales pour discuter des opportunités de collaboration sur les questions liées au climat et à la gestion des risques de catastrophe.
- **Rencontre avec le Bureau de préparation et de gestion des catastrophes (ODPM TT)** – Cette réunion s'est tenue le 1er juin 2022. Son objectif était que la DECS et l'ODPM TT présentent les initiatives en cours ainsi que les visions des projets et activités à venir afin d'identifier les opportunités de collaboration. La

DECS a considéré la réunion comme une opportunité pour construire un partenariat futur au profit des États de la Grande Caraïbe.

- **Rencontre avec le président du Comité Spécial pour la Réduction des Risques de Catastrophe (SCDRR)** - Cette réunion s'est tenue le 13 juin 2022. La DECS a rencontré S.E. M. Alvaro Enrique Sanchez Cordero, Ambassadeur de la République Bolivarienne du Venezuela auprès de la République de Trinité-et-Tobago et président du Comité Spécial pour la Réduction des Risques de Catastrophes (SCDRR), afin de discuter du Plan d'Action 2022-2028 de l'AEC et de la stratégie de réduction des risques de catastrophes (RRC) à mettre en œuvre pendant cette période.
- **1ère réunion du Bureau Exécutif du Comité Spécial Pour la Réduction des Risques de Catastrophe** - Cette réunion s'est tenue le 1er juillet 2022. La réunion a servi à familiariser les membres du Conseil Exécutif nouvellement élus avec leur rôle et leur fonction importants.
- **Rencontre avec le Hub Anticipatoire - Cette réunion s'est tenue le 19 juillet 2022.** La DECS a organisé une réunion avec le Docteur Lydia Cumiskey, Conseillère en Partenariats et Engagement Communautaire du Hub Anticipation pour discuter des domaines d'intérêt commun et des opportunités de partenariat et de collaboration. L'AEC réfléchit actuellement à la formalisation d'une convention de partenariat avec le Hub Anticipation.
- **V^e réunion du Consortium Régional d'alerte Précoce** - La 5e réunion du Consortium régional d'alerte précoce s'est tenue les 1er et 2 septembre 2022 à Bridgetown, à la Barbade. Il a été accueilli par le CDEMA et l'UNDRR dans le but de développer un organe stratégique et consultatif pour l'avancement et le renforcement des systèmes d'alerte précoce dans la région des Caraïbes. La conseillère de la DECS, Cherisse Braithwaite-Joseph, a assisté aux réunions et a fait une présentation sur les initiatives de systèmes d'alerte précoce de la DECS.

- **30 – Réunion du Comité spécial pour la RRC** - La 30e Réunion du Comité Spécial pour la Réduction des Risques de Catastrophe (SCDRR) s'est tenue virtuellement le 5 de septembre 2022. Lors de la réunion, les membres ont fourni des commentaires sur le plan d'action de l'AEC 2022 à 2028, le plan de mise en œuvre 2022 à 2028 et le programme de travail de la DECS 2022 à 2023. Les membres ont également apporté leur contribution à trois projets proposés par la direction.
- **4e Plateforme de Dialogue Régional en Amérique latine et dans les Caraïbes sur l'Action Anticipatoire** – Cette s'est tenue du 28 au 29 septembre 2022 à Antigua Guatemala. Il était hébergé par l'Anticipation Hub en collaboration avec la Croix-Rouge Allemande et le Programme Alimentaire Mondial. L'Assistante de Recherche sur la Réduction des Risques de Catastrophe, Mme Christal Benjamin, a assisté à cette conférence et a souligné le travail en cours de l'AEC pour renforcer les systèmes régionaux d'alerte précoce. A l'issue de cette conférence, la DECS a noué de nouveaux partenariats et renforcé les partenariats existants avec des organisations régionales tournées vers l'action d'anticipation.

Initiatives Conjointes

- **Rapport sur le Système Régional D'alerte Précoce Multirisques (MHEWS) de l'UNDRR-AEC** - La direction travaille actuellement sur un rapport conjoint avec le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe qui évalue les capacités du MHEWS dans la région des Caraïbes. La conseillère de la DECS, Cherisse Brathwaite-Joseph, a participé à la présentation du rapport lors de la 5e réunion du consortium régional des systèmes d'alerte précoce (EWS) du 1er au 2 septembre 2022 à la Barbade. Le rapport a reçu des commentaires positifs et les commentaires sont actuellement en cours d'examen.
- **Rapport d'évaluation régional UNDRR 2023** La DECS participe à la production du Rapport d'Évaluation Régional UNDRR 2023 (RAR2023). La Directrice est

membre du Comité Régional Intergouvernemental chargé du rapport. À ce titre, elle a eu l'occasion de contribuer à son orientation stratégique et à son contenu.

- **Atelier sur la gestion des risques protection civile et aide humanitaire** La Directrice de la DECS a participé à l'atelier sur la gestion des risques protection civile et aide humanitaire, organisé dans le cadre de l'accord-cadre de partenariat pour l'utilisation des utilisateurs de Copernicus (FPCUP). Cela s'est tenu du 27 au 28 octobre au Panama et son objectif était de faciliter une discussion avec les parties prenantes de Copernicus, le programme d'observation de la Terre de l'Union Européenne, afin d'améliorer et de faciliter le dialogue entre tous les utilisateurs finaux nationaux et les représentants des membres de la communauté des entreprises.
- **Participation à des événements pertinents** - Au cours de cette période, le personnel de la DECS a participé à plusieurs événements virtuels régionaux et internationaux liés à la gestion des risques de catastrophe dans la région.

Journées Internationales

- **Mondiale de l'Aide Humanitaire** - Cette journée a été célébrée le 19 août 2022 sous le thème "Ça prend un village". La DECS a commémoré cette journée en publiant un communiqué de presse sur les plateformes de médias sociaux de l'AEC, qui a souligné et célébré le rôle important que jouent les travailleurs humanitaires dans la réponse aux crises.
- **Journée Météorologique Mondiale** - Cette journée a été commémorée le **23 mars 2022**. La DECS a observé cette journée en publiant un communiqué de presse sur les plateformes de médias sociaux de l'AEC soulignant l'importance des informations hydrométéorologiques et climatiques pour la réduction des risques de catastrophe.

- **Journée internationale de la réduction des risques de catastrophe** : 13 octobre. Cette année, la DECS a commémoré cette journée importante en organisant un webinaire sur les systèmes d'alerte précoce multirisques.
- **Mondiale de sensibilisation aux tsunamis** - Elle a été commémorée le 5 novembre 2022. La DECS a observé cette journée en publiant un article sur le site Web de L'AEC.

2.2.2 COMMISSION DE LA MER DES CARAIBES (CMC)

Réunions de la CMC:

- **III^e Réunion du Bureau Exécutif de la Commission de la Mer des Caraïbes**
 - Cette réunion s'est tenue le 20 juillet 2022 et a été présidée par le Dr Rahanna Juman, Directrice (ag.) de l'Institut des affaires maritimes (IMA) de Trinité-et-Tobago en sa qualité de présidente de la Commission de la mer des Caraïbes. L'objectif de la rencontre était d'établir les responsabilités et les fonctions du conseil d'administration du CMC ainsi que de finaliser le calendrier des rencontres et les actions à entreprendre pour poursuivre les projets et initiatives de la Commission.
- **XXII^e réunion de la Commission de la mer des Caraïbes** - La 22^e réunion de la Commission de la mer des Caraïbes (CSC) s'est tenue virtuellement le 2 septembre 2022. L'objectif de cette réunion était d'examiner les plans, accords et rapports pertinents relatifs aux travaux de la Commission de la mer des Caraïbes.

Projets de la Commission Mer des Caraïbes :

- **Désignation de la mer des Caraïbes comme zone spéciale dans le cadre du développement durable**-La Direction a préparé et soumis le Rapport du Secrétaire Général à l'AGNU le 31 mai 2022 sur les progrès du concept de désignation de la mer des Caraïbes en tant que zone spéciale dans le contexte du développement durable.
- **Côtes sablonneuses :**
- **Composante 1 : Réseau des Points Focaux** - La VII^e réunion des points focaux s'est tenue le 7 juillet 2022. La réunion a convenu d'envoyer la mise à jour

sur les progrès du réseau des moniteurs pour examen par le Coordinateur Technique. En outre, les points focaux ont convenu de tenir des réunions individuelles pour discuter du réseau.

- **Composante 1.4 :** Le Gestionnaire de Projet a consulté le Coordinateur Technique du projet, le Dr José Luis Juanes, et a tenu des réunions formelles en mai 2022 au Secrétariat général de l'AEC à Port of Spain. L'équipe de projet a déterminé qu'un groupe consultatif technique (TAG) est nécessaire pour les composantes 5 et 6, à savoir le manuel de réhabilitation des plages et la conférence Sandy Shorelines en juin 2023. Le groupe d'experts techniques chargés d'élaborer le manuel est le suivant : Dr José Luis Juanes Martí, Dr Constanza Ricaurte Villota, Ywenn De La Torre et Dr Miguel Canals - Université de Porto Rico
- **Composante 2.1 : Conférences/Formations** - Le Dr José Luis Juanes, Coordinateur Technique du Projet Sandy Shorelines, a soumis un résumé " Processus d'érosion sur les plages de sable des Caraïbes " pour participer à la Conférence internationale sur le génie côtier Conférence ICCE 2022 qui se tiendra à Sydney en Australie du 4 au 9 décembre 2022.
- Le cabinet de conseil GAMMA, SA dans la mise en œuvre des projets exécutifs à Trinité-et-Tobago et à Antigua-et-Barbuda a dispensé des cours de formation intitulés "Cours de troisième cycle sur les processus côtiers et les méthodologies de plage pour la restauration des plages". Celles-ci se sont tenues à l'Institute of Marine Affairs, Chaguaramas Auditorium, Trinidad, du 25 avril 2022 au 6 mai 2022 avec 13 participants/experts de toute la Trinité, dont l'Université de Trinité-et-Tobago, l'Autorité de gestion de l'environnement, l'Agence de protection côtière et l'Institute of Marine Affairs, entre autres, puis du 11 mai 2022 au 17 mai 2022 au Dunbar's Lab Complex, St John's Antigua & Barbuda avec 9 participants de la Division des pêches, du Département de l'environnement et du Département des services météorologiques

- **Composante 3 : Stratégie d'acquisition des équipements côtiers** - Le Chef de projet et le Coordonnateur Technique ont tenu des réunions individuelles avec les (9) Points focaux du projet du 18 au 29 août 2022 pour demander les documents concernant l'accord de transfert de propriété et la fourniture de l'équipement au Membre Etats, documents indispensables afin de finaliser la livraison du matériel.
- **Composante 4.1 : Projets exécutifs** – Des études de réhabilitation ont été achevées à Trinité-et-Tobago et à Antigua-et-Barbuda. Au cours de cette période, le consultant d'AEC CITMA/GAMMA (une société cubaine chargée de mener des études/travaux côtiers approfondis dans la région) a mené à bien des études de réhabilitation des plages à Runaway Beach, St John's Antigua & Barbuda, et Bonasse Beach, Cedros Trinidad & Tobago. Cela complète tous les exercices de terrain et les cours de troisième cycle sur les trois sites pour les projets Executive Beach avec le projet précédent achevé à Viento Playa Frio au Panama en octobre 2021.
- **Composante 4.2 : Tour de surveillance vidéo en Jamaïque** – (Cette composante est gérée par KIOST et NEPA). L'AEC est en consultation avec NEPA Jamaïque, pour organiser des exercices de renforcement des capacités dans le cadre de son projet de tour de surveillance des plages dans le Hellshire, en Jamaïque. Des représentants de l'Institut coréen des sciences et technologies océaniques (KIOST) sont arrivés en Jamaïque le 11 juillet 2022 pour mandater et former des représentants désignés de la NEPA à l'utilisation du système de surveillance vidéo (VMS) de la tour. Une période d'essai de six mois de l'équipement est prévue jusqu'à la fin de l'année, après quoi les équipes de Sandy Shorelines seront exposées à l'utilisation de systèmes de surveillance vidéo pour évaluer les processus côtiers sur les plages et leurs avantages.

- **Composant 5.1 : Manuel de réhabilitation des plages** - L'élaboration du manuel de réhabilitation des plages fait partie des consultations tenues entre le gestionnaire de projet et le coordinateur technique du projet, le Dr José Luis Juanes, lors de réunions formelles en mai 2022 au secrétariat de l'AEC à Port of Spain. Les résultats des études de réhabilitation des plages au Panama, à Antigua-et-Barbuda et à Trinité-et-Tobago offrent à la région l'occasion de montrer des variations spécifiques au site dans les formules établies avec les nombreuses données collectées sur les sites, ce qui permettra ensuite la modélisation mathématique et le développement de stratégies uniques pour la réhabilitation de leurs plages.
- **Composante 5.4 : Plateforme en ligne** - L'équipe du projet Sandy Shorelines a rédigé un document de termes de référence et a lancé une série de consultations avec des entreprises informatiques pour le développement de la plateforme. L'AEC a tenu une réunion le 9 septembre 2022 dans le but de discuter des termes de référence de la plateforme en ligne avec trois soumissionnaires potentiels.
- **Composante 6 : Conférence régionale sur la préservation des plages** - L'AEC continue de travailler à l'achèvement du projet Sandy Shorelines, qui devrait se terminer en juin 2023 avec l'organisation d'une conférence qui non seulement met en lumière le travail du projet, mais fournit également une plate-forme pour d'autres experts/scientifiques actuellement engagés dans des recherches / projets similaires sur les effets du changement climatique et de la dégradation des terres sur les plages et les côtes des Caraïbes et d'Amérique latine pour présenter leurs travaux et permettre des discussions sur le sujet, les meilleures pratiques et les domaines où des recherches supplémentaires pourraient être nécessaires. Cette conférence s'appelle la Conférence sur la préservation des plages de la région des Caraïbes 2023. L'AEC a choisi les pays suivants comme lieux possibles pour la conférence : Antigua-et-Barbuda, Cuba, Panama et Trinité-et-Tobago. Les critères de choix d'un lieu de conférence comprendraient des analyses coûts-avantages de

l'espace de conférence/auditorium dans les États membres et la disponibilité, l'accessibilité et la logistique dans le pays. L'AEC est actuellement en contact avec les points focaux des États membres choisis et prendra une décision finale en novembre 2022. Le Directeur de Projet et le Coordinateur Technique du projet Sandy Shorelines ont rédigé une ébauche de note conceptuelle pour la conférence sur la préservation des plages, qui évoluera à partir du thème, de l'ordre du jour, des experts, des présentateurs et de tous les aspects de la conférence.

- **Initiative de Mobilité Climatique de la Grande Caraïbe (GCCMI)** - L'AEC, la Banque mondiale (BM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a établi un partenariat sans précédent pour relever les défis de la mobilité forcée par le climat dans la région des Caraïbes. L'Initiative de Mobilité Climatique de la Grande Caraïbe (GCCMI) produira un rapport complet sur l'étendue, la nature, les implications et la réponse au déplacement et à la migration climatiques, dans toutes les zones concernées, dans la Grande Caraïbe.
- **Lancement de haut niveau de l'Initiative de mobilité climatique de la Grande Caraïbe** - Cet événement s'est tenu à New York le 22 septembre 2022 pour lancer la GCMi en collaboration avec le Global Climate Mobility Center du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Il a fourni un forum constructif de haut niveau pour l'échange de vues sur les défis et les opportunités.

Réunions de pré-lancement :

- **Rencontre avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)** Cette rencontre s'est tenue le 9 mai 2022.

- **Rencontre avec l'Africa Climate Mobility Initiative (ACMI) et les Émirats arabes unis (EAU)** - Cette réunion s'est tenue le 10 mai 2022.
- **Réunion avec le Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP) et l'ACMI** Cette réunion s'est tenue le 16 juin 2022.
- **Le Forum des parties prenantes de l'ACMI** - Ce forum s'est tenu du 26 juillet au 28 juillet 2022.
- **AEC DECS, Cellule Communication rencontre avec Sharon Johnson ; Kamal Amakrane , Miguel Verzbolovskis ; David Lonnberg ; Hyun Kim** - Cette réunion s'est tenue le 8 septembre 2022

Cours virtuels

- **Séminaire CSC : "Microplastiques dans les Caraïbes : sources, impacts et méthodologies de surveillance** – L'AEC en collaboration avec l'Institut des affaires marines de Trinité-et-Tobago (IMA), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP CEP) à travers le Secrétariat de la Convention de Carthagène, l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID), le Centre de recherche et d'études avancées de l'Institut national polytechnique (CINVESTAV) et le Centre régional de formation et de transfert de technologie de la Convention de Bâle pour les Caraïbes (BCRC- Caribbean), le Centre de recherche et d'études avancées de l'Institut national polytechnique (CINVESTAV) et le Centre régional de formation et de transfert de technologie de la Convention de Bâle pour la Caraïbe (BCRC-Caribbean) organisent conjointement le séminaire de la Commission de la mer des Caraïbes (CSC) intitulé : « Microplastiques dans la Caraïbe : Sources, Impacts et Méthodologies de suivi ».Ce séminaire, qui s'est tenu de manière virtuelle du lundi 31 octobre au vendredi 4 novembre 2022, a été animée par un total de 22 intervenants/experts régionaux et

internationaux. Le séminaire a réuni au total 22 animateurs de 12 pays et 468 participants de 52 pays.

Commémoration des Journées Internationales

- **Journée internationale de la Terre - 22 avril 2022** - Cette journée a été commémorée le 22 avril 2022. DECS a préparé un article pour le site Web de l'AEC et les plateformes de médias sociaux afin de sensibiliser aux problèmes environnementaux tels que le changement climatique et la dégradation de l'environnement.
- **Journée mondiale de l'environnement - 5 juin 2022** - Cette journée a été commémorée le 5 juin 2022. DECS a préparé un article pour le site Web de l'AEC et les plateformes de médias sociaux afin de sensibiliser aux questions environnementales telles que le changement climatique et la dégradation de l'environnement.
- **Journée mondiale des plages – 1er septembre 2022** - Cette journée a été commémorée le 1er septembre 2022. La DECS a préparé un article pour le site Web de l'AEC et les plateformes de médias sociaux afin de sensibiliser aux problèmes écologiques qui affectent négativement nos plages mondiales.
- **Nettoyage des côtes - 17 septembre 2022** - Cette journée a été commémorée le 17 septembre 2022. Le personnel de l'AEC s'est joint à la Journée Internationale du nettoyage des côtes organisée par l'ICC Trinité-et-Tobago, le ministère de la Planification et du Développement, l'Institut des Affaires Marines, l'Autorité de Gestion de l'Environnement et le Centre Régional de Formation de la Convention de Bâle et transfert de technologie pour les Caraïbes. De plus, DECS a préparé un article pour le site Web de l'AEC et les plateformes de médias sociaux afin de sensibiliser aux déchets marins.

2.3. DIRECTION POUR LA COOPÉRATION ET LA MOBILISATION DES RESSOURCES

2.3 DIRECTION POUR LA COOPERATION ET LA MOBILISATION DES RES-SOURCES

Ce rapport reflète les progrès réalisés en matière de coopération et de mobilisation des ressources afin de générer des partenariats pour la coopération au développement durable dans la Grande Caraïbe.

2.3.1 L'organisation et la supervision des réunions statutaires:

XXXVI^{ème} Réunion du Comité spécial sur la Coopération et la Mobilisation des Ressources (13/09/2022) à laquelle ont participé vingt-et-une délégations des membres. Cette réunion a permis de partager la nouvelle stratégie de coopération de l'UE - Instrument européen de voisinage et de coopération au développement (NDICI) et les fenêtres d'opportunité pour une coopération plus cohésive et élargie entre l'Europe et la région des Caraïbes. L'indice de vulnérabilité multidimensionnelle - ajusteur de durée de résilience (MVI-RDA) et le cadre de capacité de résilience interne (IRC) de la Banque de développement de la Caraïbe ont été présentés, encourageant ainsi les membres de l'AEC à appliquer l'IRC dans leurs opérations, ainsi qu'à fournir une opportunité plus équitable de soutenir l'accès des pays de la Caraïbe aux financements concessionnels.

La VI^e Conférence de coopération internationale (10-11/11/22), qui avait pour thème "La Grande Caraïbe: construisant des ponts de transformation et d'innovation vers un avenir de progrès durable", s'est tenue à La Havane (Cuba) du 10 au 11 novembre 2022 et a réuni 51 délégations des Membres, y compris des hauts fonctionnaires, ainsi que 33 agences de coopération. L'événement a réuni 29 intervenants de divers secteurs et deux vidéos éducatives ont été projetées: l'une sur le système d'alerte précoce (EAS) qui surveille le mouvement des sargasses au large, les conditions qui conduisent à leur échouage et la manière d'améliorer la résilience et de promouvoir les moyens d'utiliser les algues pour une adaptation transformatrice; l'autre, sur l'atténuation de l'impact environnemental et économique des sargasses, ces dernières devenant des produits pour la résilience climatique dans les Caraïbes. Le Magazine Annuel de Coopération, qui comprend des articles de recherche sur les principaux domaines thématiques de l'AEC, a été présenté, ainsi que la publication de la Première Édition du Catalogue de l'AEC sur la coopération Sud-Sud et triangulaire, qui met en évidence les bonnes pratiques régionales. Parmi les réalisations concrètes, citons la signature de deux protocoles d'accord avec le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB) et la Commission centraméricaine du transport maritime (COCATRAM), ainsi que le positionnement d'une vision stratégique et globale par le biais de propositions de projets classées par ordre de priorité par le Conseil des Ministres, dans la recherche et la consolidation de la coopération et la mobilisation de nouvelles ressources financières, dans le but de générer des ponts permettant la construction basée sur les éléments fondamentaux du développement, afin d'atteindre une

croissance économique, sociale et environnementale innovante pour la région de la Grande Caraïbe, vers le "développement durable" souhaité.

2.3.2 Initiatives de coopération et partenariats

Catalogue de l'AEC sur la coopération Sud-Sud et triangulaire - cherche à compiler les meilleures pratiques des pays membres dans différents secteurs d'intérêt commun qui peuvent être partagées au niveau régional, créant ainsi un pont de coopération entre les pays.

Première Édition du Livre Blanc de l'AEC - comprend un aperçu historique de l'institution, le Plan d'Action 2022-2028, les priorités immédiates et les prochaines étapes.

Appels à propositions - La Direction continue à assurer le suivi des appels à propositions potentiels avec les directions respectives sur une base continue. Ces opportunités ont été fructueuses jusqu'à présent avec la participation de l'AEC aux propositions de RESEMBID et de la BID.

Portefeuille de partenariats de coopération - des réunions exploratoires et techniques ont été organisées, sous la direction de la DCMR, dans le but de rechercher des opportunités. De nouvelles relations et de nouveaux partenariats ont été établis pour identifier les donateurs stratégiques et les agences multilatérales afin de demander et d'obtenir des financements, une assistance technique et une coopération de la part de différents partenaires de développement.

Participation à des événements de coopération et à des réunions de hauts fonctionnaires - la DCMR, dans son objectif de promouvoir la visibilité et la pertinence de l'AEC, afin de parvenir à des liens plus importants et à des partenariats significatifs avec les acteurs du développement, a fait partie de la délégation qui a accompagné le Secrétaire général à la 77e Assemblée générale des Nations Unies à New York, ainsi qu'à plusieurs réunions bilatérales avec le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), la Banque mondiale, le gouvernement italien et le gouvernement des Emirats arabes unis. Par la suite, une mission a été entreprise à Bruxelles, en Belgique, pour rencontrer des fonctionnaires de l'Union européenne afin d'initier des relations interinstitutionnelles avec la Direction générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire (DG-ECHO), la Direction générale des partenariats internationaux (DG-INTPA), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les ambassadeurs représentant les missions permanentes auprès de l'UE (Les Bahamas, Barbade, Guatemala, Guyane, Panama, Trinité-et-Tobago et l'Organisation des États des Caraïbes orientales).

Protocoles d'accord - La Direction renforce son engagement en faveur de partenariats solides et des accords ont été signés avec des institutions clés. Des protocoles d'accord

ont récemment été signés avec la Banque latino-américaine de développement (CAF), le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB) et la Commission centraméricaine du transport maritime (COCATRAM). Des accords avec l'Organisation maritime internationale (OMI), le Secrétariat du Commonwealth, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation internationale du travail (OIT), la République fédérative du Brésil, le Pérou et l'Université des Antilles françaises sont actuellement étudiés et développés.

Initiatives de coopération technique - Dans le cadre de son mandat visant à promouvoir la coopération et le renforcement institutionnel du Secrétariat de l'AEC, la DCMR continue à jouer un rôle déterminant dans l'obtention d'une assistance technique pour les membres du personnel de l'AEC dans les domaines de la planification stratégique et de la formation, y compris les langues par le biais de cours d'espagnol.

Admissibilité et processus de candidature du Comité d'aide au développement (CAD)

La DCMR reste engagé dans ses efforts pour rechercher et recevoir une réponse favorable concernant le statut d'éligibilité à l'aide publique au développement (APD) par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

2.3.3 Gestion de projets

La DCRM travaille en étroite collaboration avec les deux autres Directions: Commerce et du Développement Durable et Réduction des Risques de Catastrophes, l'Environnement et Mer des Caraïbes du Secrétariat pour concevoir, rédiger et négocier des propositions de projets, ainsi que dans la promotion de la liste de projets prioritaires approuvée par le Conseil des Ministres, dans la recherche stratégique de ressources financières pour générer les résultats attendus pour la construction du Développement Durable dans la région de la Grande Caraïbe; le tout incluant une gamme de projets de coopération Sud-Sud et Triangulaire.

2.3.4 Activités administratives

En plus de ce qui précède, la Direction remplit un certain nombre de fonctions administratives pour son organisation interne afin d'assurer le succès de ses activités, parmi lesquelles:

- Création et production du magazine annuel de la coopération de l'AEC et de la brochure numérique de la 5ème conférence de la coopération internationale de l'AEC;
- Création et production du magazine annuel de la coopération de l'AEC et de la brochure numérique de la 6e conférence de la coopération internationale de l'AEC

avec i) 8 articles de recherche sur la coopération internationale, l'urbanisme, la coopération géospatiale, le changement climatique, la réduction des risques de catastrophes, le commerce, le tourisme et le transport, ii) des informations sur les 13 documents conceptuels de projet dans le portefeuille de l'AEC;

- Création du site Internet de la VI^e Conférence sur la coopération internationale, qui offre un espace pour l'inscription, l'ordre du jour, les panélistes, les invités spéciaux, les photographies de l'événement, les présentations projetées, le manuel de logistique, le magazine de la coopération, le catalogue de la coopération, les biographies et les photographies des panélistes, ainsi que les coordonnées de l'AEC;
- Création de l'adresse électronique conferencedesk@acs-aec.org pour la réception de la correspondance relative aux événements de la Direction.
- Préparation du Compte-rendu et résumé analytique de la VI^{ème} conférence internationale de coopération;
- Participation à différents webinaires liés à la coopération;
- Elaboration d'une matrice de suivi pour tous les protocoles d'accord entre l'AEC et les partenaires;
- Recherche de donateurs/partenaires pour le développement et la systématisation d'une cartographie;
- Recherche et mise à jour de la matrice intersecrétariats.

EN CONCLUSION

La DCMR est un pilier important de l'action stratégique du Secrétariat car elle est chargée de soutenir les Directions et les Unités dans la conceptualisation de programmes et de projets répondant aux lignes d'action stratégiques du Plan d'action 2022-2028. Ainsi que dans l'identification des partenaires et alliés internationaux, en tant qu'acteurs clés du développement, pour fournir le financement et/ou la coopération technique nécessaires sur la base des bonnes pratiques établies au fil du temps.

Au cours du dernier semestre, la Direction a connu un nouveau changement de génération qui a permis de transformer la fenêtre d'opportunité en un élan supplémentaire pour la réalisation et la célébration de la VI^e Conférence sur la coopération internationale, obtenant un résultat positif grâce à la multiplicité des acteurs; agences et banques multilatérales, donateurs, panélistes de différents acteurs de la société, Membres, Membres Associés, Pays Observateurs, Organisations Fondatrices observatrices, plaçant cette réunion comme un jalon historique de l'organisation pour avoir eu un total de plus de 220 participants en personne.